

SOUSCRIPTEURS
AADL3

La CNEP-Banque
lance un crédit
avec un taux
bonifié P. 3



Notre supplément
**AUTOUR
DU MONDE**
Avec la
collaboration de
P. 8 & 9

PROJECT
SYNDICATE

AN ASSOCIATION
OF NEWSPAPERS
AROUND THE WORLD

Comment la transition
verte peut soutenir le
développement de l'Afrique



PAR SALIEM
FAKIR

Fondateur et directeur
exécutif de l'African
Climate Foundation.

Le coût très élevé des
politiques anti-immigration



PAR KENNETH
ROGOFF

Ancien économiste en chef du
Fonds monétaire international, est
professeur d'économie et de politique
publique à l'Université d'Harvard, et
lauréat du Prix Deutsche Bank 2011
en économie financière.

Le pari de l'Italie sur l'or



PAR LUCREZIA
REICHLIN

Ancienne directrice de la recherche à la
Banque centrale européenne, est
professeur d'économie à la London
Business School.

Les nouvelles villes
de l'autoritarisme



PAR ROBERT
MUGGAH¹ ET
CARLO RATTI²

1. Cofondateur de l'Institut Igarapé et de
SecDev Group, est membre du Conseil
mondial du futur sur les villes de demain du
Forum économique mondial. 2. Directeur du
Senseable City Lab au MIT, est cofondateur
du bureau international de design et
d'innovation Carlo Ratti Associati.

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information

D'ORAN

QUI SUCCÈDERA À LA CÔTE D'IVOIRE ? Coup d'envoi de la CAN 2025

Lire l'article de M. Zeggai page 10



TEBBOUNE

L'UE doit ouvrir son marché à l'acier algérien sans restrictions

Lire l'article de R. N. page 3



COLONISATION FRANÇAISE

«Un crime d'Etat dont Paris porte la responsabilité»

Lire l'article de El-Houari Dilmi page 2

Ghaza
Des bébés
morts de froid

Samedi, 72^e jour du cessez-le-feu, Israël continue de violer unilatéralement l'accord de Charm Al-Cheikh, en commettant plus de 600 attaques meurtrières contre les civils de Ghaza durant cette période, en plus de ne pas respecter le volet des aides humanitaires préconisé par le «plan de paix», dans ce qui semble être une démarche menée en total accord avec l'administration Trump.

Mohamed Mehdi

Les attaques sionistes contre les civils de Ghaza se poursuivent et ciblent particulièrement les femmes et les enfants dans les sites d'hébergements des personnes déplacées. Le dernier rapport statistique, publié hier, par le ministère de la Santé de l'enclave, rapporte un bilan de 6 martyrs et 20 blessés suite au bombardement, vendredi, d'une école abritant des familles dans le quartier al-Tuffah à l'est de la ville de Ghaza, ainsi que la récupération de 7 corps sous les décombres.

Le nombre de victimes depuis l'accord de cessez-le-feu du 11 octobre 2025 passe ainsi à 401 martyrs et 1108 blessés, et 641 corps de martyrs exhumés des décombres des bâtiments bombardés depuis le début du génocide.

Quant au bilan cumulatif des victimes du génocide israélien à Ghaza, il passe à 70.729 martyrs et 171.185 blessés. Le ministère précise que «243 martyrs, dont les données ont été complétées et approuvées par le Comité des martyrs, ont été ajoutés aux statistiques cumulatives».

Le Mouvement de résistance islamique (Hamas) a dénoncé, hier, le «bombardement d'artillerie mené par l'armée de l'occupation fasciste contre une école abritant des personnes déplacées dans le quartier al-Tuffah, à l'est de la ville de Ghaza, entraînant la mort de nombreux civils, principalement des enfants», rappelant que l'entité sioniste continue ses «crimes odieux contre des civils innocents, en violation flagrante et répétée de l'accord de cessez-le-feu».

«Le gouvernement d'occupation terroriste poursuit ses violations de l'accord de cessez-le-feu en ciblant délibérément et systématiquement les civils dans la bande de Ghaza», ajoute la déclaration du Hamas qui rappelle que «plus de 400 personnes ont été tuées depuis l'annonce de l'accord il y a plus de deux mois».

Le communiqué souligne qu'en plus de cibler les civils, l'occupation sioniste «aggrave la catastrophe humanitaire à Ghaza en empêchant les ambulances et les équipes médicales d'accéder aux zones visées pour soigner les blessés et en entravant les opérations de secours».

Pour la énième fois, le Hamas réitère sa demande «aux médiateurs garants de l'accord et à l'administration américaine d'assumer leurs responsabilités concernant ces violations, et d'intervenir immédiatement pour mettre un terme aux tentatives du gouvernement du criminel de guerre Netanyahu d'imposer des conditions

qui contredisent le contenu de l'accord (de cessez-le-feu)».

**MSF APPELLE
À AUTORISER
L'ACHEMINEMENT
DE L'AIDE HUMANITAIRE
ESSENTIELLE À GHAZA**

Médecins Sans Frontières (MSF) a alerté, vendredi, sur le sort des bébés et des enfants qui meurent de froid dans la bande de Ghaza et appelle Israël à laisser entrer l'aide humanitaire essentielle, mettant en garde contre l'aggravation des «risques sanitaires» en cette période de tempêtes hivernales, a rapporté Al Jazeera English (AJE).

«Des enfants meurent faute de ressources vitales», a déclaré Bilal Abu Sada, superviseur d'une équipe soignante à l'hôpital Nasser, à MSF.

«Les bébés arrivent à l'hôpital transis de froid, leurs signes vitaux étant proches de la mort». «Outre le nombre croissant de décès, MSF a indiqué que son personnel a constaté des taux élevés d'infections respiratoires, qui devraient augmenter tout au long de l'hiver, représentant un danger particulier pour les enfants de moins de cinq ans», rapporte également AJE.

«Alors que Gaza est balayée par des pluies torrentielles et des tempêtes, des centaines de milliers de Palestiniens continuent de survivre dans des abris de fortune inondés et détruits», a ajouté MSF qui «appelle les autorités israéliennes à autoriser d'urgence un renforcement massif de l'aide humanitaire dans la bande de Ghaza.»

De son côté, Natasha Hall, militante principale chez Refugee International, a dénoncé la «liste opaque à double usage» à travers laquelle Israël bloque l'acheminement de centaines de produits d'aide humanitaire à Ghaza.

Dans une déclaration à Al Jazeera, Natasha Hall a affirmé que «l'aide humanitaire n'arrive qu'au compte-gouttes à Ghaza depuis le cessez-le-feu du 10 octobre», expliquant que c'est est dû en grande partie à la «liste opaque à double usage» dressée par Israël qui permet d'interdire des articles considérés comme pouvant servir à des fins militaires.

«Cette liste comprend des articles comme des couches et des pansements. On ne voit pas comment ils pourraient être utilisés comme armes ou à une quelconque autre fin de double usage», a-t-elle expliqué.

Parmi les autres obstacles à un acheminement adéquat de l'aide figure le «blocage du point de passage de Rafah, qui était auparavant la principale voie d'acheminement de l'aide humanitaire», ajoute Mme Hall.

Colonisation française
«Un crime d'Etat dont Paris
porte la responsabilité»

El-Houari Dilmli

Le président de l'Assemblée populaire nationale Brahim Boughali a déclaré, hier samedi, que «la colonisation française de l'Algérie est un crime d'Etat dont Paris porte la responsabilité morale et juridique».

Cette déclaration est intervenue lors d'une session plénière consacrée à la discussion par la chambre basse du Parlement du projet de loi criminalisant la colonisation, en présence de membres du gouvernement et de représentants de la famille révolutionnaire. Lors de la présentation du texte de la proposition au nom des groupes parlementaires, Boughali a indiqué que «la colonisation française de l'Algérie était un projet complet d'éradication et de déshumanisation». Il a également souligné que le colonialisme français «a violé la terre, l'a confisquée, l'a distribuée aux colons et a rendu l'Algérien étranger dans son propre pays, privé des richesses de sa terre». Le président de l'APN a ajouté : «l'Algérien a été privé de son droit à une vie digne, sous des politiques systématiques de pauvreté, de famine et de marginalisation, l'objectif de ces politiques était de briser la volonté des Algé-

riens, d'effacer leur identité et de couper leurs liens avec leurs racines historiques et civilisationnelles». Boughali a également souligné que ce projet colonial «ne s'est pas limité à la confiscation des terres et au pillage des richesses», ajoutant que «le projet colonial odieux s'est étendu aux politiques d'exil, de déplacement forcé, de déracinement des familles...». «L'odieux projet colonial a enfermé les Algériens dans des camps de concentration, qui ont constitué des outils de contrôle collectif et de rupture des liens sociaux et culturels du peuple algérien», a-t-il déclaré, ajoutant que l'ère coloniale a connu des massacres de masse et de meurtres intentionnels qui ont coûté la vie à des millions d'innocents au pays et à l'étranger».

**«UNE AFFAIRE DU
PEUPLE ALGÉRIEN»**

Le président de l'APN a également évoqué dans son intervention les essais nucléaires effectués par la France dans le désert algérien, «qui laissent encore des blessures ouvertes dont souffrent jusqu'à aujourd'hui des générations successives», a-t-il souligné. «Il s'agit d'un crime complet qui ne se prescrit pas et ne

peut être oublié», a-t-il déclaré. Boughali a conclu son allocution en exprimant «sa fierté envers le peuple algérien, détenteur du droit et gardien de la mémoire nationale», considérant le projet de loi criminalisant la colonisation comme «un des fruits de sa longue lutte et de son insistance continue à défendre sa souveraineté et sa dignité».

Il l'a également considérée comme «un message politique clair exprimant l'attachement de l'Algérie à son droit inaliénable et sa fidélité aux sacrifices de son peuple et au message de ses martyrs».

Boughali a encore expliqué que le texte du projet consiste à «énumérer les crimes de la colonisation française et à déterminer la responsabilité de l'Etat français pour son passé colonial, mettant en place des mécanismes pour demander la reconnaissance et des excuses, tout en introduisant des mesures pénales pour criminaliser la glorification ou l'apologie du colonialisme. Cette proposition est considérée comme «un acte de fidélité à la défense de la vérité avant d'être une position politique, en plus d'être «un message clair à l'intérieur et à l'extérieur que la mémoire nationale algérienne est inaltérable et non négociable».

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

Un dossier sensible

cette réforme, pilier de la justice sociale, repose sur une transition progressi-

La réforme du système de subventions étatiques en tre contraintes sociales et difficultés pratiques technico-administratives pour sa mise en œuvre. On en parle depuis une décennie, sans arriver à concrétiser cet objectif qui vise une meilleure maîtrise des dépenses publiques à travers le passage d'un soutien intégral à un dispositif ciblé encadrant exclusivement les ménages les plus vulnérables. À qui la faute ? L'État n'a jamais abandonné sa politique sociale, y compris dans les moments les plus difficiles et on ne peut pas imaginer que cela puisse se faire aujourd'hui sous la direction du Président Tebboune, qui ne manque pas l'occasion de souligner que l'État n'abandonnera pas sa politique sociale. Mais, il faut rappeler que le Président Tebboune avait lancé ce chantier relatif à la mise en place d'un dispositif ciblé garantissant que l'aide sociale aille aux plus démunis, un chantier qui a été freiné par plusieurs facteurs, dont la crise sanitaire et d'autres défaillances technico-administratives, dont la numérisation qui commence à prendre forme grâce à la détermination des Autorités et l'engagement des cadres algériens. L'objectif en question, malgré toute la sensibilité du dossier, n'a pour autant pas été abandonné. C'est ce qu'on peut conclure après l'intervention du ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, qui a expliqué dans une réponse écrite adressée à un député que

ve vers des transferts monétaires directs au profit des familles éligibles. Non sans préciser que la réussite de cette réforme passe, inexorablement, par l'achèvement de la transformation numérique et l'interconnexion des bases de données de plusieurs secteurs (les ministères de la Solidarité nationale et de l'Intérieur, les caisses de Sécurité sociale, l'Administration fiscale...). Le ministre a également affirmé qu'un comité de pilotage, placé sous l'autorité du ministre des Finances, a été mis en place pour mener à bien cette mission d'envergure, ce qui laisse clairement voir qu'on n'est pas seulement dans le débat, car l'objectif d'un soutien ciblé de l'aide sociale fait du chemin. Qui peut contredire ces députés qui plaident pour l'exclusion des ménages aisés et le passage à un système ciblé ? Personne, bien sûr. Mais, il est plus aisé de débattre du sujet que de le concrétiser sur le terrain. Rien que pour déterminer les critères d'éligibilité des bénéficiaires du soutien social, à l'enseigne du revenu des ménages à cibler, le statut professionnel, la situation sociale et, surtout, le pouvoir d'achat réel, qui inclut parfois les masses laborieuses aux salaires bas, on peut consommer tout un mandat de députation à dissenter sans y arriver. En sus, il faut compter les résistances au changement au sein des classes figurant parmi ceux qui profitent indûment de cette aide sociale.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp.: Oran: imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger: imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine: S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail: infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion: Ouest et Centre: SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à: l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone:** 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax:** 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Tebboune L'UE doit ouvrir son marché à l'acier algérien sans restrictions

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a annoncé que le premier train transportant du minerai de fer de la mine de Gara Djebilet (Tindouf) arrivera à Oran «fin janvier prochain».

R.N.

Lors de l'inauguration, jeudi au Palais des expositions des Pins maritimes (Alger), de la 33e édition de la Foire de la production algérienne, le président de la République a précisé, au niveau du stand de l'entreprise Tosityali-Algérie, que «le minerai de fer de la mine de Gara Djebilet sera acheminé vers Oran par train, sur une distance d'environ 2.000 km, une première depuis le recouvrement de la souveraineté nationale de l'Algérie». Echangeant avec un responsable de l'entreprise, le président de la République a souligné l'importance des projets de Tosityali-Algérie, notamment à Oran, indiquant que les différentes facilités offertes permettent à l'entreprise de lancer plusieurs unités, en particulier une usine de dessalement de l'eau de mer et une unité de production d'hydrogène vert.

Le président de la République a, en outre, insisté sur la nécessité pour l'Union européenne (UE) d'ouvrir son marché à l'acier algérien de grande qualité, sans restrictions, d'autant que l'Algérie ne lui impose pas de quotas, mais lui accorde un traitement préférentiel par rapport à d'autres pays.

Le président de la République, avait salué, lors de l'inauguration de la 33e édition de la Foire de la production algérienne (FPA), les progrès significatifs réalisés par les entreprises industrielles nationales dans divers secteurs, réitérant l'engagement de l'Etat à continuer d'apporter le soutien nécessaire aux producteurs, notamment les jeunes innovants.

Le président de la République a entamé sa visite, jeudi, de la FPA, par le pavillon de l'industrie militaire, où il a salué le haut niveau atteint, en particulier en termes de taux d'intégration nationale et de recours aux intrants locaux.

Le président de la République était accompagné du Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, du ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire, le Général d'Armée Saïd Chane-griha, de membres du Gouvernement, ainsi que des divers acteurs du secteur industriel.

«L'industrie militaire incarne le patriotisme et allie qualité, technologies de pointe et autosuffisance», a affirmé le président de la République, la qualifiant de «levier» de la production algérienne, en constante progression.

Se félicitant de l'accompagnement des grands projets stratégiques du pays par l'industrie militaire, le président de la République a souligné l'importance de la coopération avec les universités et les start-up.

Concernant la production de fusils de chasse, le président de la République a rappelé que leur vente se fait exclusivement par l'intermédiaire de la Fédération nationale des chasseurs.

A ce propos, il a indiqué que la Fédération a été informée que «les munitions sont disponibles auprès de

l'Armée, les commandes des fédérations à travers les wilayas devant être regroupées au niveau de la Fédération nationale, seul intermédiaire habilité», sauf dans certains cas où les ventes individuelles sont autorisées.

Au stand de l'industrie pharmaceutique, le président de la République a salué le niveau atteint par les différents acteurs du secteur, notamment le laboratoire LDM, qui fabrique plus de 100 médicaments et emploie 900 personnes, se disant fier de ces industries qui font de l'Algérie un leader en Afrique et même au-delà du continent.

Il a, à cet égard, appelé les responsables du laboratoire à «établir des contacts avec les frères africains afin que l'Algérie devienne le principal fournisseur de vaccins en Afrique, d'autant que plusieurs laboratoires ne produisent pas ces vaccins en raison de leur faible rentabilité», réaffirmant l'engagement de l'Algérie aux côtés de l'Afrique dans la lutte contre les maladies sur le continent.

Devant un jeune entrepreneur de Sidi Bel Abbès, dont la start-up opère dans le secteur de l'industrie mécanique, avec un taux d'intégration de 70%, le président de la République a salué la jeunesse innovante, l'encourageant à aller de l'avant et l'assurant de la volonté de l'Etat de lui apporter le soutien nécessaire, notamment en termes de prêts bancaires et de foncier.

Au stand du groupe agro-industries AGRODIV, le président de la République a réaffirmé la détermination de l'Etat à récupérer les fonds détournés et transférés à l'étranger, notamment vers les paradis fiscaux.

Par la même occasion, le président de la République s'est félicité de l'entrée en activité de plusieurs unités industrielles, dans le cadre des efforts de récupération des fonds et actifs détournés, et ce, après la «négligence» observée par le passé.

Le président de la République a en outre suivi des explications sur le bilan du groupe et ses nouveaux produits, notamment avec son expansion et les nouvelles unités entrées en exploitation.

A cette occasion, il a réaffirmé le soutien et l'accompagnement de l'Etat aux investisseurs et aux producteurs pour promouvoir la production locale, améliorer la qualité et aller vers les marchés internationaux, saluant l'amélioration constante de la qualité des produits et des services. Au stand du groupe Giplait, le président de la République a insisté sur la lutte contre la spéculation sur les produits de large consommation, mettant en garde les spéculateurs et appelant le groupe à «inonder le marché de ses produits en cas de pénurie, l'Etat étant là pour compenser».

S'arrêtant au stand d'un groupe spécialisé dans la production de céramique, exportant vers plus de 25 pays, le président de la République a salué la qualité des produits et la réputation du groupe, l'encourageant à développer davantage ses activités.

Souscripteurs AADL3 La CNEP-Banque lance un crédit avec un taux bonifié



La CNEP-Banque a annoncé samedi le lancement d'un crédit destiné aux souscripteurs du programme de logements en location-vente "AADL3", offrant un financement de la totalité de l'apport personnel, au taux d'intérêt bonifié de 1%.

Ce financement s'adresse aux souscripteurs AADL salariés ou

retraités, âgés de moins de 70 ans et disposant d'un revenu mensuel net compris entre 24.000 DA et six fois le SNMG, sur une durée maximale de 25 ans, et domiciliant leur salaire ou pension auprès de la CNEP-Banque, a-t-elle expliqué dans un communiqué.

Selon les précisions de la CNEP-Banque, "la libération des tranches

de crédit s'effectue en fonction des ordres de versement".

Ce nouveau produit bancaire traduit l'engagement de la CNEP-Banque à contribuer à l'accès au logement et à proposer des solutions financières adaptées aux besoins des Algériens dans le cadre du programme AADL, souligne encore la banque publique.

Education Restructuration annoncée du corps des inspecteurs

Le ministre de l'Education nationale, Mohamed Seghir Sadaoui, a annoncé, samedi à Constantine, qu'une restructuration du corps des inspecteurs était actuellement en cours dans le cadre des efforts de développement des mécanismes d'évaluation et d'amélioration du système éducatif.

Le ministre a précisé, lors d'une allocution prononcée en ouverture d'une conférence nationale des inspecteurs de l'éducation regroupant, à la grande salle Ahmed-Bey (Zenith), quelque 800 inspecteurs venus de différentes wilayas du pays, en présentiel et par visioconférence, que cette opération "s'inscrit dans le cadre du développement du système éducatif, de l'amélioration des mécanismes

d'évaluation et du renouvellement des rôles des acteurs du secteur de l'éducation en tête desquels les inspecteurs ". M. Sadaoui a ajouté que pour réussir l'opération, " toutes les ressources nécessaires sont mobilisées pour consolider le travail des inspecteurs et leur permettre d'accomplir leurs missions de manière optimale".

Il a également considéré que les inspecteurs constituent " la pierre angulaire du secteur " en raison de leur rôle central dans l'accompagnement des réformes et la garantie de leur mise en œuvre au sein des établissements éducatifs.

L'organisation de cette conférence " reflète l'importance de l'investissement dans le capital humain ", selon M. Sadaoui qui a

souligné que la profession d'inspecteur repose sur " l'accompagnement, le soutien, le développement et l'évaluation constructive, au service de l'amélioration de la performance professionnelle des personnels éducatifs et administratifs du secteur de l'éducation.

Cette conférence, qui a réuni des inspecteurs de différents grades et disciplines, vise à valoriser le rôle des inspecteurs dans l'accompagnement des transformations en cours dans le secteur de l'éducation, à renforcer les mécanismes d'évaluation en tant que levier des réformes, et à élaborer des approches de terrain plus efficaces pour accompagner les établissements d'enseignement, selon les organisateurs.

Raina Raïkoum Amine Bouali

Autrefois, l'érudit qui passait ses journées à dévorer les livres était affectueusement appelé « rat de bibliothèque ». L'image, un peu cocasse, venait du fait que le rat, ce petit rongeur curieux, semblait aimer grignoter les ouvrages... ou du moins leur contenu, au sens figuré.

Aujourd'hui, les temps ont changé. Le rat a cédé la place à la souris, non pas celle qui court dans les greniers, mais celle de l'ordinateur. Par un simple clic, une multitude de documents s'affichent : biographies, traités scientifiques, recettes de cuisine ou analyses politiques. Fini les étagères poussiéreuses et les coins de page rabattus : place à l'écran lumineux et aux flux de données instantanés.

Pourtant, cette facilité d'accès à l'information interroge. Peut-on vraiment remplacer le

Le rat de bibliothèque et la souris d'ordinateur

rat de bibliothèque par la souris d'ordinateur sans en payer, quelque part, le prix ? Acquérir un savoir ne signifie pas nécessairement l'assimiler. Plonger dans un livre, souligner un passage, prendre le temps de réfléchir, relier les idées entre elles... ce sont des gestes qui forgent la pensée et nourrissent la culture.

Si la « souris » nous offre la rapidité, le « rat » nous convie à la concentration, à l'effort et à cette intimité avec le texte que l'on ressent en feuilletant les pages d'un livre. Entre les deux se joue toute la différence entre accumuler des connaissances et construire patiemment une compréhension - forcément partielle- de nous-mêmes et du monde.

Dans une époque où tout semble accessible en un clic, une question reste alors en suspens : que sommes-nous prêts à sacrifier juste pour gagner du temps ?

Ghardaïa Deux femmes tuées par le monoxyde de carbone

Le monoxyde de carbone a fait de nouvelles victimes. Les services de la protection civile sont intervenus samedi matin à la suite d'une intoxication au mo-

noxyde de carbone émanant d'un chauffe-eau, au lieu-dit El Hadj Messaoud, dans la commune de Ghardaïa. Deux femmes, âgées de 58 et 92 ans,

sont décédées, selon les services de la protection civile.

Les dépouilles des victimes ont été transférées à la morgue de l'hôpital local.

République Algérienne Démocratique Et Populaire

Wilaya De Mascara

Daïra De Zahana

Commune De Zahana

Nif De La Commune De Zahana 4200200002901201029

Avis D'attribution Provisoire

Conformément à l'article 65 du décret présidentiel N° 15/247 du 16-09-2015 portant réglementations des marchés publics et des délégations de service public, il est porté à l'attention de l'ensemble des soumissionnaires ayant participé

Location Du Bus Pour Transport Scolaire L'année 2026

- Lot N° 01 : Itinéraire : Djeniene Meskine- Zahana
- Lot N° 02 : Itinéraire :-Zaghloul – Zahana
- Lot N° 03 : Itinéraire :-Tenazet – Zahana
- Lot N° 04 : Itinéraire :-Moualda – Zahana

Parue dans les quotidiens nationaux : El Badil Et Quotidien D'oran, en date 16-11-2025

après analyse d'offres technique et financière, le président de l'assemblée populaire de la commune de zahana informe les soumissionnaires de l'avis d'attribution provisoire :

| Fournisseur | Lot | Note Technique | Montant TTC | NBRE DE JOURS | Nif | OBS |
|----------------|---|----------------|-----------------|---------------|-----------------|--|
| BOUDJAHMI OMAR | Lot N° 01 : Itinéraire : Djeniene Meskine- Zahana | 35 Pts | 4.462.500.00DA | 150 JOURS | 177292900249124 | Qualifié Techniquement Et Moins Disant |
| | Lot N° 02 : Itinéraire :- Zaghloul – Zahana | | 2.052.750.00da | | | |
| | Lot N° 03 : Itinéraire :- Tenazet – Zahana | | 2.052.750.00da | | | |
| | Lot N° 04 : Itinéraire :- Moualda – Zahana | | 2.052.750.00 da | | | |

Tous soumissionnaires intéressés est prié de se rapprocher du service contractant au plus tard (03) jours à compter du premier jour de la publication de l'avis d'attribution provisoire du contrat pour prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres technique et financière conformément à l'article 65 du décret présidentiel N° 15/247 du 16-09-2015 réglementations des marchés publics et des délégations de service public

Tous soumissionnaires qui conteste ce choix, peut introduire un recours dans les 10 jours qui suivent la date de publication de l'avis d'attribution de l'autorité compétente conformément à l'article 82 du décret présidentiel N° 15/247 du 16-09-2015 réglementations des marchés publics et des délégations de service public.

Zahana Le

Le président de l'APC par intérim

ANEP N° 2531016458 Le Quotidien d'Oran 21/12/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA : AIN TEMOUCHENT

DAIRA : AIN-KIHAL

COMMUNE : AIN-KIHAL

N° FAX : 043 65 02 54

N° : 253102025

AVIS D'ATtribution Provisoire

Conformément la loi N°23-12 du 05 août 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics et Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel N° 15/247 de la 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics modifié et complété.

Le Président De L'assemblée Populaire Communal D'Ain Kihal informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offres national ouvert avec exigence des capacités minimales relatif à : Fourniture des aliments, pain, des légumes, des fruits et de la viande fraîche aux cantines scolaires pour le deuxième et le troisième trimestre de l'année scolaire 2025-2026 et le premier trimestre de l'année scolaire 2026-2027

Qu'à l'issu de l'évaluation des offres techniques et financières, les travaux Et attribués provisoirement à :

| N° | PROJET | Montant | ENT | Note technique | Délai | Observation |
|----|--|--|-------------------------|----------------|----------------|---------------------|
| 01 | Fourniture des aliments, pain, des légumes, des fruits et de la viande fraîche aux cantines scolaires pour le deuxième et le troisième trimestre de l'année scolaire 2025-2026 et le premier trimestre de l'année scolaire 2026-2027 | Montant minimums | ELHADJE ALI MOHAMMED | 70 | ANNÉE SCOLAIRE | Offre moins disante |
| | | 12 918 010.00 DA TTC | | | | |
| | | Montant maximums 17 350 280.00 DA TTC | | | | |

Tout soumissionnaire contestant le choix opéré par le service contractant peut introduire un recours dans les (10) jours à compter de la publication de l'avis d'attribution auprès de la commission des marchés compétente. Conformément aux dispositions de l'article 82 du décret présidentiel N° 15/247 de la 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics modifié et complété.

Ain Kihal le :

LE PRESIDENT DE L'APC

ANEP N° 2531016459 Le Quotidien d'Oran 21/12/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA TISSEMSILT

DAIRA LAZHARIA

COMMUNE DE LAZHARIA

lazharia le : 25/11/2025

Le Président de l'Assemblée
Populaire Communale

À Monsieur :
Eurl Dahman Mohamed
Projet 33 Lgts Opgi .
Route Ain Guesma 14000
Tiaret

MISE EN DEMEURE N° : 01

Conformément aux disposition de l'article 149-150 et 151 du décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementations des marchés publics et des délégations de service publics .

Conformément au marché N° : 03/2025 des travaux de réalisation de projet : suivi et réalisation des travaux d'aménagement urbain du complexe secondaire sidi brahim 1^{er} tranche (lot de réalisation)

Conformément de l'ordre de démarrer les travaux n° 53/2025 du : 16/07/2025

Conformément a la présente correspondance n° 2405/2025 du : 07/08/2025

Conformément a la présente correspondance n° 2552/2025 du : 26/08/2025

Conformément a la présente correspondance n° 3366/2025 du : 27/10/2025

Suit au les visites de terrain effectuées par nos services sur le site de projet, il a été constaté que les travaux avancent à un rythme lent, avec un manque de matériel et de ressources humaines alloués au projet

Par conséquent, nous vous adressons ce préavis afin de soutenir l'atelier en ressources matérielles et humaines et de poursuivre le travail dans les trois (03) jours lui est accordé à partir de la parution de cette mise en demeure dans les quotidiens nationaux et BOMOP et la presse électronique

En cas de non – respect de votre part, nous serons contraints d'appliquer les procédures prévues à cet effet .

Le Président de l'Assemblée
Populaire Communale

ANEP N° 2531016509 Le Quotidien d'Oran 21/12/2025



SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT HÔTELIÈRE

ESHRA – Ecole Hôtelière d'Oran



AVIS D'APPEL A CONSULTATION N°002/2025 ESHRA ORAN

RC: 0180015246

Objet : Convention annuel

ESHRA-Ecole Hôtelière D'Oran sise à : les Falaise-frange maritime à côté du meridiem-canastel-oran lance un appel à consultation pour contracter les conventions annuelles suivantes :

Fournitures / Marchandises :

- LOT 01 : Fruit, légumes & herbe, condiment.
- LOT 02 : Viande fraîche, viande & légume surgelée.
- LOT 03 : Alimentation générale et épice.
- LOT 04 : Produit laitier et dérive.
- LOT 05 : Produit pâtisserie et boulangerie.
- LOT 06 : Fourniture de bureau et informatique.
- LOT 07 : Acquisition pièce de rechange, Electricité, plomberie et autres
- LOT 08 : Emballage.
- LOT 09 : Produit d'entretien.

Prestation de service :

- LOT 10 : Entretien des pompes.
- LOT 11 : Entretien et maintenance du réseau de l'assainissement et les hottes de cuisine.
- LOT 12 : Maintenance des ascenseurs.
- LOT 13 : Opération 3D (Désinfection, Désinsectisation, Dératisation).
- LOT 14 : Assistance informatique (Help-desk).

- Le retrait et le dépôt des cahiers de charge se fera au niveau du siège de l'école à partir du dimanche 21/12/2025.
- La date limite du dépôt sera le 08/01/2026 à 10H00, dans le cas contraire les cotations déposées ne seront pas prises en considération (écarter).
- Frais de 5000 da doit être payé pour chaque enlèvement de cahier de charge.

ANEP N° 2531101195 Le Quotidien d'Oran 21/12/2025

Mila

L'enfant porté disparu retrouvé mort

B. Bousselah

Le corps de l'enfant porté disparu dans la matinée de vendredi au niveau du douar Benzekri dans la commune d'Aïn Tin, a été retrouvé mort, ce samedi à 10h,

dans un bassin d'eau, selon la radio régionale de Mila. L'enfant était âgé de trois ans. Une fois l'alerte de sa disparition donnée, d'intenses recherches ont été menées par les services de sécurité et de la protection civile et d'habi-

tants de la localité. Malheureusement l'enfant a été retrouvé mort dans un bassin d'eau de ce douar.

Une enquête a été ouverte par les services de la gendarmerie nationale pour déterminer les circonstances exactes du drame.

Oum EL Bouaghi

Ouverture d'un centre de dépistage volontaire des maladies infectieuses

Un centre de wilaya de dépistage volontaire des maladies infectieuses a été ouvert dernièrement à l'hôpital Mohamed-Boudiaf d'Oum El Bouaghi, a-t-on appris auprès de la direction de la santé et de la population (DSP).

Cette structure, la première du genre dans la wilaya, est

spécialisée dans le dépistage des maladies à transmission sexuelle dont le Sida, l'hépatite virale B et C et la syphilis, a précisé à l'APS l'inspecteur à cette direction, Souhil Belhatem.

Les actions de dépistage et de suivi médical des divers cas au niveau de ce centre doté des équipements médi-

caux nécessaires sont assurées par deux médecins immunologues et des laborantins, selon la même source.

Cette structure propose outre le dépistage et le suivi médical un accompagnement psychologique des malades assurant ainsi une prise en charge intégrée des cas, a ajouté M. Belhatem.

Batna

Les aménagements seront étendus à d'autres quartiers

De nombreuses actions d'amélioration urbaine sont actuellement en cours de réalisation dans plusieurs quartiers de la commune de Batna, moyennant un financement de plus de 276,4 millions de dinars, selon le secrétaire général de l'assemblée populaire communale (APC), Mohamed Kadri.

Le même responsable a précisé, lors d'un exposé au wali, Riadh Benahmed, qui effectuait une visite d'inspection de ces projets, que ces derniers s'inscrivent dans le cadre des programmes prévus sur le budget communal au titre de l'exercice 2024 pour un montant de plus de 195 millions de dinars auxquels s'ajou-

tent des opérations inscrites au programme de développement socio-économique des communes pour l'année 2025 pour un montant de l'ordre de 81,3 millions de dinars.

Ces projets, confiés à des entreprises spécialisées et accusant des taux d'avancement variant d'un chantier à l'autre, ont trait à la réhabilitation des routes dans différentes cités de la ville, à l'entretien des réseaux d'assainissement et à la réfection du réseau d'éclairage public, notamment à l'entrée est de la commune.

Le wali a insisté, à cette occasion, sur la nécessité d'étendre ces travaux pour inclure, ultérieurement, d'autres quartiers, en par-

ticulier ceux où le raccordement aux différents réseaux (assainissement, gaz naturel) est achevé.

M. Benahmed a inspecté, au cours de sa tournée, plusieurs cités de la ville où des travaux d'amélioration urbaine sont également en cours, en particulier les quartiers Riyad et El Manchar.

Notons qu'au cours de sa visite, le chef de l'exécutif local, qui s'est enquis des préoccupations des citoyens, relatives, en particulier, au renforcement de l'éclairage public et aux travaux d'aménagement, a instruit les responsables concernés à l'effet d'y répondre en fonction des priorités et des ressources disponibles.

Médéa

Plus de 80 participants au concours «Plumes prometteuses»

Plus de quatre-vingts (80) jeunes participent au concours de nouvelles "Plumes prometteuses", organisé, samedi, à la bibliothèque principale de lecture publique par la direction de la Culture et des Arts de Médéa sous le slogan "Écris pour progresser".

Cette compétition littéraire concerne des jeunes âgés de 14 à 18 ans, scolarisés et issus de différentes communes de la wilaya de Médéa, a fait savoir la directrice locale de la Culture et des Arts, Salima Gaoua.

L'événement rassemble des jeunes filles et garçons passionnés d'écriture qui souhaitent se distinguer dans le genre de la nouvelle,

a-t-elle indiqué. Les participants disposent d'une journée pour présenter, dans une première phase, leurs expériences en matière d'écriture en arabe, puis pour réaliser, en petits groupes, une œuvre collective intégrant tous les éléments propres à ce style littéraire, tant sur le fond que sur la forme, a précisé Mme Gaoua.

Des ateliers portant notamment sur les techniques d'écriture, l'élaboration et la construction d'une nouvelle sont également prévus lors de cet événement littéraire, afin de permettre aux participants de se perfectionner et d'acquérir de nouvelles connaissances, a encore expliqué cette responsable.

Les jeunes écrivains sont appelés, lors de la deuxième phase de la compétition, à réaliser en une demi-heure une histoire courte sur un thème choisi par le jury, en respectant les règles propres à ce genre d'écriture.

Les meilleures œuvres seront distinguées au terme de cette journée de compétition qui permet de mettre en concurrence des jeunes issus de différentes régions et horizons, d'encourager le travail collectif et donc l'échange de connaissances et d'informations, mais aussi de pousser ces jeunes écrivains à persévérer dans cette voie pour concrétiser leur rêve, a-t-elle conclu.

Biskra

Deux morts dans une collision

Deux personnes ont trouvé la mort dans un accident de la circulation suite à une collision entre une voiture de tourisme et un camion-citerne, suivie d'un incendie, survenu vendredi dans la commune d'El Ghrous (wilaya de Biskra), a-t-on appris auprès des services de la Protection civile.

L'accident, qui s'est produit sur la route nationale n 46, au niveau du tronçon reliant les wilayas de Biskra et d'Ouled Djellal, au lieu-

dit "Oued Laghrous", est dû à une collision entre un véhicule de tourisme et un camion-citerne chargé de matières inflammables, a précisé la Protection civile.

Selon les premières informations fournies par la même source, l'accident a entraîné le décès sur place de deux personnes.

Il a également provoqué l'incendie total du véhicule de tourisme et du camion-citerne, a-t-on précisé.

Les équipes de la Protection civile sont intervenues pour le transfert des dépouilles des deux victimes vers la morgue de l'hôpital Mohamed Ziouchi de Tolga, tandis que des camions anti-incendie ont été mobilisés pour l'extinction du feu causé par la collision.

Les services de sécurité territorialement compétents ont ouvert une enquête pour déterminer les causes de l'accident.

Aïn Defla

Opérations gendarmerie-police contre les bandes de quartiers

Des unités du groupement territorial de la Gendarmerie nationale (GN) d'Aïn Defla, en coordination avec les services de la sûreté de wilaya, ont mené des descentes ayant ciblé les foyers de criminalité et des points suspects exploités par des trafiquants de drogue et des bandes de quartiers, selon un communiqué des mêmes services.

"Dans le cadre des efforts conjoints visant à renforcer la sécurité publique à travers le territoire de la wilaya d'Aïn Defla, les unités du groupement territorial de la Gendarmerie nationale d'Aïn Defla, en coordination avec les services de la sûreté de wilaya, ont mené une descente à travers les communes de Djendel et de Khemis Miliana, ciblant les foyers de criminalité et des points suspects exploités par des trafiquants de drogue et comprimés psychotropes, et des bandes de quartiers, notamment aux abords des universités et des établissements

éducatifs", a précisé la même source. Des individus recherchés faisant l'objet de mandats d'arrêt émis par la justice, ont été ciblés et pris en filature dans le cadre de cette opération axée également sur le contrôle des véhicules de transport collectif et des motocycles enfreignant les règles de sécurité routière.

D'importants moyens matériels et humains ont été mobilisés, comprenant des unités de la GN et de la Sûreté nationale, appuyées par la brigade territoriale de la sécurité routière de la Gendarmerie nationale d'Aïn Defla, la brigade de recherches, les équipes de sécurité et d'investigation, ainsi que des unités cynotecniques toutes spécialités confondues, selon la même source.

Ces descentes "se poursuivront à travers l'ensemble de la wilaya, en vue d'assécher les sources de criminalité, de renforcer la sécurité publique et routière et de garantir un environnement sûr et stable pour le citoyen", conclut le communiqué.

Blida

Des projets pour Ain Romana

La commune montagneuse d'Aïn Romana a bénéficié d'importants projets de développement dans divers secteurs, en vue d'améliorer le cadre de vie des citoyens.

Cette commune, qui a connu ces dernières années une extension urbaine notable, a bénéficié de nombreux projets, dont une majeure partie a été achevée, contribuant ainsi à l'amélioration des services proposés aux citoyens et de leur cadre de vie, a indiqué à l'APS, le président de l'Assemblée populaire communale (APC), Hamid Si Ammar. Il a cité, parmi les secteurs bénéficiaires, celui de la santé qui a enregistré la réfection de l'ensemble des six salles de soins réparties sur les grands ensembles d'habitations, notamment Bordj Emir Abdelkader, N'haoua et Rihane, ainsi que le chef-lieu de la commune.

A cela s'ajoute le lancement, au début de l'année prochaine, des travaux d'extension de la salle de soins de Bordj Emir Abdelkader, la cité la plus peuplée de la commune, en vue de renforcer les structures locales de la santé.

Concernant le secteur de

l'énergie, la commune a réalisé, ces dernières années, un saut qualitatif en matière de raccordement au réseau de gaz naturel, selon le même responsable qui a fait état du raccordement de 1.300 foyers à N'haoua et de 75 autres à la cité Ahmed Mahmouda. S'agissant de l'électricité, il a indiqué qu'une majorité des ensembles d'habitations de la commune bénéficie de cette énergie, dans l'attente du lancement de nouvelles opérations dès la finalisation des procédures administratives.

Par ailleurs, une grande partie de projets d'aménagement urbain a été concrétisée, englobant notamment l'assainissement, l'éclairage public et l'aménagement des routes.

Le même responsable a relevé, à ce titre, les efforts consentis pour garantir la sécurité des usagers des axes routiers traversant la commune, dont 75% ont bénéficié d'opérations d'aménagement et de bitumage, d'autant plus que la localité, fortement appréciée pour ses beaux paysages naturels, attire de plus en plus les amateurs de randonnées.

M'sila

Deux chantiers de CEM lancé à Souamaâ et Magra

Les travaux de réalisation de deux collèges d'enseignement moyen (CEM) ont été lancés, jeudi, dans les communes de Souamaâ et de Magra (wilaya de M'sila), a indiqué le directeur des équipements publics, Cherif Zidane.

Le responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, que les deux établissements, fruits d'un investissement public de 696 millions de dinars, comprendront deux ailes pédagogiques, 40 salles de classe, deux cantines scolai-

res, deux pavillons administratifs, des laboratoires et deux terrains de sports.

Une fois réceptionnés, ces deux CEM permettront de rapprocher les infrastructures scolaires des élèves résidant dans certaines cités des deux communes, a ajouté M. Zidane, soulignant que les services de la direction des équipements publics ont mobilisés les moyens nécessaires au suivi des travaux pour que les deux établissements soient livrés dans les délais impartis.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

| 1er rajab 1447 | | | | |
|-------------------|---------------|----------------|------------------|---------------|
| El Fedjr 06h24 | Dohr 12h46 | Assar 15h17 | Maghreb 17h38 | Icha 19h03 |



Béchar

Plantation d'arbustes sur le tracé de la ligne ferroviaire minière ouest

Une opération de plantation d'arbustes sur le tracé de la ligne ferroviaire minière ouest, Béchar-Béni-Abbès-Tindouf-Gara-Djebilet a été lancée samedi à Béchar.



Cette opération, supervisée par le wali de Béchar Ahmed Benyoucef sur un linéaire de 10 km, fait suite à l'appel du ministère de la Jeunesse, dans le cadre de l'accompagnement de ce mégaprojet ferroviaire par ce secteur, ainsi qu'au titre des actions de promotion des pratiques environnementales durables, a précisé le directeur local de la jeunesse et des sports Abdelhalim Hani.

L'initiative qui a permis la plantation de plusieurs centaines d'arbustes, a enregistré la participation des éléments de l'Armée nationale populaire (ANP), ceux du secteur des forêts, d'adhérents aux Scouts musulmans d'Algérie (SMA), du Croissant rouge algérien (CRA) et

de représentants de plusieurs associations ainsi que de nombreux citoyens, selon le même responsable.

Ce programme de plantation couvre sept (7) points stratégiques de cette ligne ferroviaire dont Béchar, les régions de Boulaadam et Taous dans la wilaya de Béni-Abbès, tandis qu'il concerne dans la wilaya de Tindouf, la zone du site du gisement de fer de Gara-Djebilet, et les régions de Hassi Khebi et Oum El Assel, a-t-il ajouté.

Cette initiative, qui coïncide avec la phase finale de la réalisation de cette ligne ferroviaire stratégique, a été concrétisée pour mettre en évidence l'importance qu'accorde le président de la République, M. Abdelmadjid Tebbou-

ne, à ce mégaprojet et dont il a souligné auparavant l'importance historique pour le développement socio-économique du sud-ouest et du pays en général, souligne, par ailleurs, un communiqué du ministère de la Jeunesse.

L'opération qui se devra se poursuivre, vise également à impliquer activement les jeunes volontaires dans la protection de l'environnement autour du même mégaprojet structurant, à travers des activités de plantation d'arbres, de lutte contre la désertification et d'amélioration du paysage, reflétant ainsi la prise de conscience des jeunes quant à leur rôle dans le soutien du développement national durable, selon le même communiqué.

Naâma

Plus de 16.200 ha pour l'investissement agricole

Une superficie de 16.277 hectares de terres a été réservée à l'investissement agricole dans le cadre du régime de concession au niveau de la wilaya de Naâma, a assuré en fin de semaine écoulée le directeur local par intérim de l'Office national des terres agricoles (ONTA), Aissa Moussoni.

Cette superficie a été attribuée dans le cadre du programme de mise en valeur agricole par concession, conformément au décret exécutif n°21-432 modifié et complété, fixant les conditions et les modalités d'octroi des terres relevant du domaine privé de l'Etat dans ce cadre, a précisé le même responsable.

Ces terres sont réparties sur 14 périmètres agricoles situés dans les communes de Naâma, Aïn Sefra et Tiout. Ainsi,

15.430 hectares sont destinés aux investisseurs, orientés vers les cultures stratégiques telles que le blé dur, l'orge, le tournesol, le maïs et autres, alors que 847 autres hectares sont réservés aux jeunes porteurs de projets et aux diplômés universitaires dans le domaine agricole, destinés à diverses cultures, ajoute la même source. Les inscriptions via la plateforme numérique de l'Office national des terres agricoles lancées le 11 décembre courant se poursuivront jusqu'au 10 janvier 2026 pour le dépôt des demandes d'obtention de ce foncier agricole.

Les projets feront ensuite l'objet d'un examen et d'une évaluation par la commission de wilaya d'expertise et d'évaluation technique, avant l'annonce des listes des investisseurs bénéficiaires de

ces terres, une fois l'étude achevée.

Cette procédure tiendra compte des qualifications des investisseurs, de leurs capacités financières et des délais de réalisation de leurs projets agricoles.

Les bénéficiaires seront accompagnés par les différents services concernés (autorisations de forage de puits, raccordement à l'électricité, ouverture de pistes) pour concrétiser leurs projets, a-t-on indiqué.

Pour rappel, l'Office national des terres agricoles a déjà attribué, lors de phases précédentes, une superficie de plus de 38.000 hectares répartie sur plusieurs périmètres agricoles dans la wilaya de Naâma, sachant que plus de 80 investisseurs ont entamé l'exploitation des terres qui leur ont été concédées.

Saïda

350 millions de dinars pour des projets dans trois communes

Les trois communes relevant de la daïra d'El-Hessasna ont bénéficié de projets de développement inscrits au titre de l'exercice 2025, pour une enveloppe globale de 350 millions de dinars, selon les services de la wilaya.

Selon la même source, ces projets, au nombre de 25, répartis sur plusieurs secteurs, concernent les communes d'El-Hessasna, Mâamoura et Aïn-Sekhouna, dans le cadre du Programme de soutien au développement social et économique des communes pour l'année 2025.

La commune d'El-Hessasna a bénéficié de cinq projets de développement

d'un montant de 120 millions DA, portant sur l'aménagement de la piste reliant les chemins de wilaya CW 9 et 10 sur une distance de 5,6 km, l'ouverture d'une piste rurale entre le CW 23 et la zone de Sidi-M'hamed, le renouvellement du réseau d'assainissement au quartier Aoued-Mustapha, la réalisation d'un forage hydraulique dans la zone de Tagouraïa, ainsi que l'aménagement de la voirie de la rue Ameer au centre-ville du chef-lieu de la commune.

La commune de Mâamoura a bénéficié d'un programme de développement comprenant huit projets pour un montant de 110 millions DA, parmi les-

quels figurent la réalisation d'une cantine scolaire à l'école primaire Haïdour-Cheikh de l'agglomération secondaire d'El-Houadir, et la réalisation de 15 plateformes en béton destinées à l'installation de citernes de gaz propane.

Quant à la commune de Aïn-Sekhouna, elle a bénéficié d'un programme comportant 12 projets de développement pour une enveloppe de 120 millions DA, dont un projet d'aménagement urbain au centre de la commune, la réalisation des réseaux d'assainissement et d'alimentation en eau potable, ainsi que l'aménagement d'une place publique.

Tiaret

Deux morts et 5 blessés dans deux collisions

Un tragique accident de la route s'est produit samedi dans la wilaya de Tiaret. Les services de la protection civile sont intervenus à 9 h à la suite d'une collision entre deux véhicules à Sougueur. Une personne âgée de 39 ans est décédée et cinq autres ont été blessées. Ces dernières ont reçu les premiers soins sur place avant d'être évacuées vers l'établissement de santé local. La dépouille de la victime a été trans-

férée à la morgue. Plus tôt, un autre accident de la circulation a été enregistré dans la commune de Tiaret, selon la protection civile. Les secours sont intervenus à 5 h 25 à la suite d'une collision entre un véhicule léger et un camion. Un homme, âgé de 26 ans, est décédé. Sa dépouille a été transférée à la morgue de l'hôpital local.

Une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances exactes des deux accidents.

Adrar

Une production de près de 380.000 quintaux de maïs attendue

Une production prévisionnelle de près de 380.000 quintaux (qx) de maïs-grains est attendue dans la wilaya d'Adrar au titre de la campagne moisson-battage lancée dernièrement pour la saison agricole 2025/2026, a-t-on appris samedi des services de la wilaya.

Donnant le coup d'envoi de cette campagne au niveau du périmètre "Hamadet Erraya", commune de S'bâa, nord d'Adrar, le wali d'Adrar, Fodil Dhoulfi, a rendu hommage aux efforts d'accompagnement des pouvoirs publics pour encourager l'extension des surfaces emblavées, l'amélioration du rendement en vue d'atteindre l'autosuffisance nationale en maïs-grains, état de fait a incité les céréaliculteurs d'opter pour le développement de ce segment culturel d'une saison à une autre.

Dans l'optique d'assurer la réussite de cette récolte prévisionnelle attendue sur une surface ensemencée de plus de 6.380 ha, il est fait état de la mobilisation, par la coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) d'Adrar et l'Office national d'aliments

de bétail (ONAB) de Bougtob (El-Bayadh), de tous les moyens humains et matériels nécessaires, dont des moissonneuses-batteuses, des camions de transports.

L'ONAB et ses sept unités s'emploient, avec le concours de la CCLS, à assurer l'ensilage du produit, en plus de la mobilisation de seize (16) machines de séchage du produit, a indiqué le chargé de la récolte du maïs-grains, Athmane Belaid.

Par souci d'améliorer les conditions d'entreposage, l'on relève la réalisation en cours d'un complexe d'une capacité de stockage de 130.000 tonnes, composée des silos totalisant une capacité de stockage de 90.000 tonnes, en plus de deux (2) entrepôts d'une capacité de 20.000 tonnes chacun.

La wilaya d'Adrar enregistre, dans le cadre de la valorisation et l'exploitation du maïs-grains, la concrétisation en cours d'une unité de transformation et de production d'aliments de bétail, d'une capacité de transformation de 109 qx/heure, au lieu de le transporter aux unités établies au nord du pays.

Mascara

Un mort et un blessé dans un accident de la route

Belkecir Mohamed

Un tragique accident de circulation est survenu vendredi sur la RN 14 reliant les wilayas de Mascara et de Tiaret. Un poids lourd et un véhicule utilitaire se sont téléscopés, à hauteur du douar Sidi Abdelkader, causant le décès sur pla-

ce du conducteur de la voiture, âgé de 35 ans. Quant au chauffeur du camion, il a été grièvement blessé et évacué vers le centre hospitalier de Tighennif. La dépouille de la victime a été transférée vers la morgue. Une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances du drame.

Elles entravaient le projet de réalisation d'une route Des constructions illicites rasées à Sidi El Bachir

Un point noir qui entravait la réalisation d'un axe routier reliant Haï Bendaoud dans la commune de Bir El Djir au 5^e périphérique a été éradiqué par les services de la commune.



K. Assia

L'opération pilotée par le maire de Bir El Djir et à laquelle ont pris part le directeur des travaux neufs et le délégué de Bendaoud vient en application des directives données par le wali d'Oran après une visite effectuée il y a quelques jours dans cette localité. Il s'agit de quelques taudis en taule et aussi en parpaings érigés illicitement sur un domaine public à proximité du cimetière de Sidi El Bachir. Dans ce registre, toutes les mesures ont été prises et tous les moyens ont été mis en place par l'APC pour éradiquer ce point noir et permettre ainsi la concrétisation de ce projet. En juillet dernier, les services de cette collectivité avaient démolé une dizaine entre kiosques et habitations illicites érigés anarchiquement sur la route qui mène au cimetière de Bir El Djir. Cette opération initiée dans le cadre de l'assainissement de la

voie publique a permis de mettre un terme à un phénomène qui risque de prendre de l'ampleur sur cette voie où des travaux de réfection sont en cours. Il s'agit de la route El Ghaouti située à quelques encablures du cimetière et très prisée par les automobilistes. En effet, une sortie sur site avait précédé cette opération de démolition et tous les moyens avaient été mis en place pour démanteler ces kiosques et raser les habitations illicites nouvellement construites. Quant aux travaux de réfection de la chaussée, ceux-ci avancent bien et seront livrés avant la fin de l'année. A Sidi El Bachir et précisément au niveau du cimetière, les travaux d'aménagement lancés ont été achevés. Ceux-ci ont connu un grand retard mais le suivi de l'opération par les services techniques a permis de rattraper le temps perdu. Outre ces opérations, d'autres projets de développement local connaissent un taux

d'avancement appréciable de sorte qu'ils portent principalement sur la réfection de la chaussée, l'AEP, la réfection de l'éclairage, l'assainissement des eaux usées, la réalisation de stades de proximité entre autres. Notons que parmi les plus importantes opérations lancées figure le projet de réalisation d'un réseau d'évacuation des eaux pluviales à la cité Platane dans la commune de Bir El Djir. Des directives avaient été données par le wali d'Oran M. Ibrahim Ouchène pour le livrer dans un délai de 20 jours. Le chef de l'exécutif a insisté, il y a quelques jours, sur l'impact de ce projet dans la résolution de ce problème d'accumulation des eaux de pluie, un véritable point noir qui sera désormais éradiqué grâce aux travaux lancés. Parmi les projets lancés et achevés est celui du lotissement 1.201 logements où des travaux de réhabilitation d'une pente ont été réalisés.

Maison de jeunes Maoued Ahmed Deuxième édition du Salon entrepreneurial de la jeunesse

J. Boukraa

Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique du secteur de la jeunesse visant à renforcer l'attractivité des structures de jeunes et à accompagner les activités à caractère scientifique et innovant, la Maison de jeunes « Maoued Ahmed » d'Oran a abrité avant-hier la deuxième édition du Salon entrepreneurial de la jeunesse. Cet événement a été organisé en partenariat avec l'association « Ishrakat Amal Chabab El Bahia » et le club scientifique Elite.ESE, réunissant un nombre appréciable de jeunes porteurs d'idées, d'étudiants et d'acteurs associatifs. La manifestation s'inscrit dans une dynamique nationale encourageant l'esprit d'initiative, l'innovation et l'employabilité des jeunes. Elle a constitué un véritable espace d'échange et d'apprentissage, offrant aux participants l'opportunité de développer des compétences clés en adéquation avec les exigences du

marché du travail actuel. Le salon a été marqué par l'organisation de plusieurs ateliers scientifiques et formatifs spécialisés, axés sur des thématiques stratégiques. Les participants ont notamment bénéficié de formations en langue anglaise, considérée aujourd'hui comme un outil incontournable de communication internationale et un levier essentiel pour l'entrepreneuriat. Des ateliers dédiés à l'intelligence artificielle ont également été proposés, mettant en lumière l'importance de la transformation numérique et l'intégration des nouvelles technologies dans les projets innovants. Par ailleurs, des sessions axées sur l'intelligence émotionnelle ont permis aux jeunes d'améliorer leurs capacités de leadership, de gestion personnelle et de travail en équipe, des compétences transversales devenues indispensables dans le monde professionnel. Les activités du salon se sont clôturées par une compétition scientifique

au profit des participants, visant à encourager l'excellence, la créativité et l'esprit de compétition positive. A l'issue de cette compétition, les trois premiers lauréats ont été récompensés par des prix de valeur, consistant en des formations spécialisées gratuites en langue anglaise, offertes par l'association « Ishrakat Amal Chabab El Bahia », en guise d'encouragement à poursuivre leur parcours de formation et d'innovation. A travers cette initiative, les organisateurs réaffirment leur engagement à accompagner la jeunesse, à valoriser ses talents et à créer des espaces propices à l'émergence de projets innovants, contribuant ainsi au développement socio-économique et à la construction d'une génération capable de relever les défis de demain.

Réalisation d'un réservoir d'eau à Fontaine des gazelles à Arzew Les travaux avancent à un rythme accéléré

K. Assia

Le projet de réalisation d'un réservoir d'eau d'une capacité de 1.000 m³ dans le quartier connu sous le nom de la Fontaine des gazelles connaît un taux d'avancement appréciable. En effet, ces travaux pris en charge par l'APC d'Arzew avancent à un rythme accéléré, selon les services de la commune, grâce à un suivi quotidien de cette opération qui entre dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie des citoyens. Le projet vise à pallier les insuffisances en eau potable de toute cette région de la corniche arzewienne de sorte qu'il va mettre un terme aux perturbations et aux coupures d'eau dans cette partie de la ville. Il va aussi sécuriser et stabiliser l'approvisionnement en AEP et améliorer sa distribution et garantir sa durabilité. Ce réservoir va aussi couvrir les besoins en eau de plusieurs zones de la corniche à l'exemple de Haï Akid Othmane ex-Cap Carbon entre autres. Il s'agit d'un apport considérable pour toute la corniche arzewienne de sorte que l'opération vient en application des orientations du président de la République relative à la sécurité hydrique. Les travaux ont été lancés en juillet dernier, lors d'une visite sur site effectuée par le président et les élus de l'APC d'Arzew, les représentants de la SEOR, des ressources en eau et du conseil chargé du contrôle de la construction et de l'irrigation. Il a été ainsi procédé au lance-

ment de ce projet d'utilité publique lequel viendra répondre aux besoins exprimés en eau de la population de Haï Akid Othmane, Fontaine des gazelles et aussi Haï Boutafeha. Longtemps attendu, les travaux de réalisation de ce réservoir en eau seront livrés dans les délais au grand soulagement des habitants qui ont toujours été confrontés au problème des perturbations dans l'alimentation en eau potable. Notons par ailleurs qu'au niveau local, plusieurs actions de renforcement de branchements pour alimenter la partie est en AEP à partir de l'usine de l'eau de mer de Cap Blanc sont lancées par la SEOR. Il s'agit de renforcer les branchements et ce pour pallier le manque des ressources en cas d'arrêt programmé ou de panne de l'usine de dessalement d'El Mactaa ou du système MAO (Mostaganem-Arzew-Oran). La station de dessalement d'eau de mer de Cap blanc est d'une capacité de 300.000 m³/jour avec un réseau de distribution de 48 kilomètres de canalisations et deux réservoirs, le premier de 50.000 m³ situé à Aïn Tassa (commune d'Aïn El Kerma) et le second de 30.000 m³ à Bousfer (daïra d'Aïn El Turck). Il s'agit d'un projet stratégique inauguré en février 2025 par le président de la République et qui vise à sécuriser l'AEP dans la wilaya d'Oran, avec un impact indirect sur cinq wilayas de l'Ouest du pays, à savoir Aïn Témouchent, Sidi Bel-Abbès, Relizane, Mostaganem et Mascara.

Lutte contre les extensions anarchiques à Hassi Ben Okba Des kiosques et des enclos illicites démantelés

Dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du wali de la wilaya d'Oran, M. Ibrahim Ouchène, visant à mettre un terme aux extensions anarchiques et à préserver le foncier public, les services de la commune de Hassi Ben Okba, relevant de la daïra de Bir El Djir, ont procédé mercredi à une vaste opération de démolition de constructions illicites. Cette opération a ciblé plusieurs extensions non autorisées, notamment des kiosques et des enclos édifiés illégalement sur des terrains appartenant à l'Etat, et ce, dans différents points du territoire communal. Ces constructions anarchiques constituaient une atteinte directe à l'urbanisme réglementaire et à l'ordre public. Menée dans le respect des procédures légales, l'intervention s'est déroulée

sous la coordination des services de la commune, avec l'appui et la sécurisation assurés par les services de la Gendarmerie nationale, garantissant ainsi le bon déroulement de l'opération sans incidents. Les autorités locales ont souligné que ces actions s'inscrivent dans une stratégie durable de lutte contre l'occupation illégale du domaine public, tout en affirmant leur détermination à poursuivre ce type d'interventions afin d'imposer le respect de la loi et d'améliorer le cadre de vie des citoyens. Enfin, un appel a été lancé aux citoyens afin de se conformer à la réglementation en vigueur, en évitant toute construction ou extension sans autorisation préalable, sous peine de poursuites et de démolition.

J.Boukraa

22^e Festival national de musique moderne pour les jeunes 153 participants attendus aujourd'hui à Oran

La 22^e édition du Festival national de musique moderne pour les jeunes se tiendra du 21 au 24 décembre à Oran, sous le slogan "La jeunesse d'aujourd'hui, l'avenir de demain", a-t-on appris auprès de la direction locale de la jeunesse et des sports (DJS). Cette manifestation, organisée par la DJS en coordination avec la Ligue des activités culturelles et artistiques de la jeunesse d'Oran, verra la participation de 153 jeunes issus de 15 wilayas, selon la même source. Ce festival à caractère compétitif vise à promouvoir les arts vocaux et mu-

sicaux, à découvrir les jeunes talents au sein des établissements de jeunesse, ainsi qu'à renforcer l'esprit de citoyenneté chez les jeunes et à consacrer les valeurs de la compétition et de la créativité, a-t-on souligné. A cette occasion, des concours entre les différentes formations musicales participantes ont été programmés, outre l'animation de soirées artistiques dans les communes d'Aïn El Turck, Boutlélis et Oued Tlélat. Des sorties touristiques vers le site historique du fort de Santa Cruz, sur les hauteurs du mont Murdjadjo sont également prévues. La 22^e édition du Festival national de musique moderne pour les jeunes sera couronnée par la remise de prix aux groupes lauréats, précise la même source.

Horaires des prières pour Oran et ses environs

1er rajab 1447

| | | | | |
|-------------------|---------------|----------------|------------------|---------------|
| El Fedjr 06h38 | Dohr 13h01 | Assar 15h36 | Maghreb 17h57 | Icha 19h20 |
|-------------------|---------------|----------------|------------------|---------------|





Comment la transition verte peut soutenir le développement de l'Afrique

LE CAP – Alors que le monde se précipite vers des échéances climatiques de plus en plus urgentes, les décideurs politiques africains doivent dépasser l'illusion réconfortante selon laquelle la simple production d'une plus grande quantité d'électricité renouvelable permettra d'atteindre les objectifs mondiaux de réduction des émissions. En réalité, une stratégie climatique qui se concentre sur les énergies vertes mais néglige le développement risque d'apporter des bénéfices climatiques sans générer de dividendes en matière de développement.



PAR SALIEM FAKIR

Fondateur et directeur exécutif de l'African Climate Foundation

Si les émissions de gaz à effet de serre de l'Afrique restent faibles en moyenne, le continent est confronté à de profondes pressions économiques et financières qui pourraient entraver sa capacité à décarboner et à renforcer sa résilience. Toute stratégie climatique crédible doit donc combiner l'allègement de la dette avec un développement axé sur la croissance et à faible intensité de carbone.

Ces idées sont au cœur du dernier rapport du Panel d'experts africains, créé sous la présidence sud-africaine du G20 afin d'examiner comment canaliser les investissements de manière à soutenir un développement durable et généralisé. Le rapport appelle à un allègement coordonné de la dette et exhorte les dirigeants du G20 à mobiliser des capitaux publics et privés pour relancer l'innovation en Afrique.

Malgré levaste potentiel de l'Afrique en matière d'énergies renouvelables, le rythme et l'ampleur de sa transition verte dépendront en fin de compte des réalités sous-jacentes de ses économies nationales. Le continent dispose déjà de près de 34 gigawatts d'énergie hydraulique installée, avant même que des projets majeurs tels que le Grand barrage de la Renaissance éthiopienne, d'une puissance de 6,5 GW, ne soient mis

en service. Son potentiel solaire, qui s'élève à 7 900 GW, est extraordinaire, avec une capacité installée en augmentation de 54 % par an entre 2011 et 2020. Les ressources éoliennes représentent un potentiel technique estimé à 461 GW. Et le rift est-africain à lui seul recèle environ 15 GW de ressources géothermiques inexploitées.

Le véritable défi n'est pas de compter le nombre d'électrons verts que l'Afrique pourrait produire, mais de veiller à ce que les investissements dans les énergies propres aident les pays africains à atteindre leurs objectifs de développement. Pour cela, les décideurs politiques doivent se concentrer sur plusieurs questions clés.

Il faut avant tout comprendre les causes profondes des problèmes de développement du continent. La plupart des pays subsahariens restent fortement dépendants des exportations de matières premières et de produits de base, une voie de développement qui a renforcé les déséquilibres structurels et freiné la croissance d'autres secteurs.

Le Nigeria en est un exemple frappant. Avant la découverte du pétrole, le pays disposait d'un secteur agricole dynamique. Mais avec l'explosion des revenus pétroliers, l'agriculture a rapidement perdu du terrain, les exportations chutant de 17 % au plus fort du boom pétrolier des années 1970. Cette dépendance excessive à l'égard d'une seule matière première – un cas classique de « syndrome hollandais » – a rendu l'économie nigériane extrêmement vulnérable aux chocs des prix et à la volatilité des marchés.

Deuxièmement, pour augmenter les investissements adaptés au climat, il faut avoir une image beaucoup plus claire du paysage de la dette du continent : son ampleur, sa composition et la manière de la stabiliser. Si un financement supplémentaire sera essentiel, tout nouvel emprunt devra être lié à des améliorations de la productivité et à la résilience économique.

Le coût très élevé des politiques anti-immigration



PAR KENNETH ROGOFF

Ancien économiste en chef du Fonds monétaire international, est professeur d'économie et de politique publique à l'Université d'Harvard, et lauréat du Prix Deutsche Bank 2011 en économie financière *

La réalité économique sous-jacente est pourtant remarquablement simple. La plupart des économies développées connaissent un vieillissement rapide de leur population. Or, le déclin démographique est synonyme de diminution de la main-d'œuvre. L'automatisation et l'IA atténueront peut-être en partie cette pression, mais ni l'une ni l'autre ne pourront répondre aux besoins rapidement croissants en matière de santé et de soins aux personnes âgées, ni se substituer aux éducateurs, aux plombiers, ainsi qu'à tant d'autres professionnels dont l'activité repose encore sur une composante humaine irremplaçable.

Par opposition, les pays en voie de développement abritent une immense réserve de main-d'œuvre, mais ne disposent pas de suffisamment d'emplois de qualité pour l'absorber. Sur le seul continent africain, il faut s'attendre à ce que plus de 600 millions de personnes rejoignent la population en âge de travailler au cours du prochain quart de siècle. À l'échelle mondiale, ce chiffre approche le milliard.

Cette situation aboutit à un chômage chronique des jeunes, qui alimente presque systématiquement l'instabilité politique et les conflits sociétaux dans de nombreux pays à revenu faible. Ces tensions sont aggravées par le changement climatique, qui risque de frapper particulièrement violemment les économies en voie de développement, et d'accélérer les flux migratoires vers les pays riches.

Comme l'expliquent depuis bien longtemps les économistes, l'assouplissement des restrictions à la mobilité transfrontalière confère d'immenses avantages aux pays d'origine comme aux pays de destination. Ce n'est pourtant pas ce qui transparaît de la violente réaction anti-immigration qui balaie actuellement les pays développés. En Allemagne, la décision d'Angela Merkel d'accueillir un million de réfugiés syriens en 2015 est sans doute la plus impopulaire de ses 16 années de mandat de chancelière, même si elle a pu sembler moralement courageuse à l'époque. La frustration susci-

CAMBRIDGE – Le sujet de l'immigration est devenu la ligne de fracture centrale de la politique moderne. On l'observe en particulier aux États-Unis et au Royaume-Uni, où le discours devient de plus en plus absurde.

tée par l'augmentation du nombre de migrants a constitué l'un des principaux moteurs de la décision du Royaume-Uni de quitter l'Union européenne en 2016. En Hongrie, le Premier ministre Viktor Orbán a bâti sa marque politique sur une ligne de forte hostilité à l'immigration, qui est devenue une référence pour les partisans d'extrême droite tels que Tucker Carlson.

La trajectoire des États-Unis au cours des dix dernières années est particulièrement troublante. La capacité du pays à attirer les ambassadeurs du monde entier a toujours constitué l'une de ses plus grandes forces, alimentant la croissance économique, l'innovation et la vitalité culturelle. Les universités américaines se distinguaient notamment par leur pouvoir d'attraction des talents mondiaux, remplies d'étudiants brillants, qui s'y rendaient non seulement pour recevoir une instruction de grande qualité – bien que très coûteuse – mais également pour bâtir une vie et une carrière aux États-Unis. Cette approche a largement porté ses fruits, près de la moitié des entreprises du classement Fortune 500 ayant été fondées par des immigrants ou par leurs enfants.

Ce pilier du dynamisme américain est malheureusement aujourd'hui menacé d'effondrement. L'administration du président américain Donald Trump a fermé les frontières du pays, et transforme en spectacle public les raids et les expulsions menés par le service de l'immigration et des douanes (ICE), qui ont prétendument pour objectif d'inverser la politique dite de « frontières ouvertes » de l'ancien président Joe Biden.

Les images choquantes de migrants vénézuéliens accusés d'appartenir à des gangs et expulsés vers le tristement célèbre centre de confinement du terrorisme au Salvador – où ils auraient subi des traitements brutaux et inhumains – ont probablement contribué à la baisse observée par la suite dans le nombre de franchissements illégaux à la frontière. Seulement voilà, ce théâtre de la cruauté freine également l'immigration légale, décourageant de nombreuses personnes qualifiées et ambitieuses, qui ont toujours été à la base de l'innovation et de la croissance aux États-Unis.

La répression menée par l'administration Trump à l'encontre des étudiants internationaux est particulièrement destructrice. Dans une affaire qui a fait couler beaucoup d'encre, une étudiante de 19 ans au Babson College, qui était arrivée aux États-Unis en provenance du Honduras à l'âge de sept ans, a été escortée hors d'une file d'attente de sécurité à l'aéroport Logan de Boston. Alors que cette étu-

diante rentrait chez elle au Texas, elle a été arrêtée, envoyée dans un centre de l'ICE, puis, en dépit d'une décision de justice fédérale interdisant sa sortie du Massachusetts, elle a été expulsée vers le Honduras – séparée de ses parents, qui demeurent aux États-Unis.

Troisièmement, des économies telles que l'Afrique du Sud devront renforcer leur compétitivité à mesure que des politiques telles que le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'Union européenne entreront en vigueur. Ces mesures frapperont durement les secteurs à forte intensité de carbone, soulignant la nécessité de s'éloigner du modèle africain actuel « *croître maintenant, nettoyer plus tard* ». Pour que la transition énergétique se traduise par une croissance économique durable, la décarbonation doit s'accompagner d'une industrialisation et d'une véritable diversification.

Quatrièmement, une mauvaise allocation des capitaux serait particulièrement coûteuse pour les pays fortement endettés, à un moment où les coûts d'emprunt montent en flèche dans une grande partie de l'Afrique. Il est donc essentiel de se concentrer sur des initiatives de croissance verte qui permettent des gains de productivité significatifs et offrent des opportunités économiques.

Dans le même temps, un approvisionnement en électricité abordable et fiable reste essentiel pour réaliser le potentiel productif de l'Afrique et intégrer sa population jeune et en rapide urbanisation dans l'économie mondiale. Les entreprises opérant dans la zone économique spéciale de Diamniado au Sénégal, par exemple, ont souligné que le coût élevé de l'électricité était un facteur majeur qui nuisait à leur compétitivité.

Enfin, les décideurs politiques africains ont besoin d'une vision à long terme de ce à quoi devraient ressembler leurs économies dans deux ou trois décennies. Les solutions climatiques ne doivent pas seulement réduire les émissions, elles doivent également créer des voies permettant aux pays de progresser dans la chaîne de valeur et de participer au développement des technologies de demain.

L'économie du XXI^e siècle est une économie d'idées, dans laquelle les pays rivalisent pour développer des solutions aux défis nationaux, régionaux et mondiaux. Bien menés, les investissements climatiques peuvent contribuer à nourrir des économies africaines dynamiques et axées sur l'innovation. Cela exige toutefois une vision cohérente à long terme de la trajectoire économique que le continent souhaite suivre.

Certes, les politiques de l'ère Biden avaient conduit à une augmentation de l'immigration clandestine, et ainsi réduit les possibilités légales d'entrer aux États-Unis dans des conditions économiquement bénéfiques pour tous. Entre 2020 et 2024, environ 11 millions d'immigrants sont entrés aux États-Unis, sachant que les chiffres réels sont sans doute beaucoup plus élevés, compte tenu du grand nombre de personnes qui ont franchi des tronçons non surveillés de la frontière sud. Bien entendu, l'approche de Biden était elle-même une réaction aux restrictions imposées par Trump au cours de son premier mandat, ce qui illustre combien la politique d'immigration aux États-Unis oscille entre deux extrêmes, plutôt que de converger vers une stratégie cohérente.

Compte tenu des divisions et des dysfonctionnements profondément ancrés à Washington, la probabilité que le Congrès adopte un projet de loi bipartisan sur la réforme de l'immigration est extrêmement faible. Des dynamiques similaires s'observent dans la plupart des pays développés, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni s'efforçant de faire entrer en nombre bien inférieur des populations immigrées dont les traditions culturelles diffèrent significativement de celles de la plupart des citoyens nés dans le pays.

Dans ce contexte sombre, les arguments économiques en faveur de l'immigration sont plus convaincants que jamais. Une étude rétrospective montre en effet que les coûts des politiques anti-immigration de Trump pour la croissance éclipsent au fil du temps les coûts associés à ses droits de douane et autres barrières au commerce. Si les tendances politiques actuelles persistent, le fossé entre les fondamentaux économiques et les choix politiques ne fera que s'élargir, plongeant ainsi les pays développés dans une impréparation totale face aux défis qui les attendent.

**Il est coauteur (avec Carmen M. Reinhart) de l'ouvrage intitulé This Time is Different : Eight Centuries of Financial Folly (Princeton University Press, 2011), et auteur de Our Dollar, Your Problem (Yale University Press, 2025).*

AI translation: le pari de l'Italie sur l'or



LONDRES - Le gouvernement italien a proposé un amendement à la loi de finances 2026 stipulant que l'or détenu par la Banque d'Italie «appartient au peuple italien» et non à «l'État». Cette phrase peut sembler anodine - qui pourrait prétendre le contraire ? - mais elle a déclenché une vague de spéculations angoissées, ainsi que des appels de la Banque centrale européenne à abandonner cette disposition.



PAR LUCREZIA REICHLIN

Ancienne directrice de la recherche à la Banque centrale européenne, est professeur d'économie à la London Business School.

D'un point de vue juridique, l'amendement n'a pas de sens. La propriété et la gouvernance des réserves d'or figurant au bilan de la banque centrale italienne sont déjà définies avec précision. La Banque d'Italie est pleinement intégrée au Système européen de banques centrales (SEBC), qui est régi par les traités de l'Union européenne, les statuts du SEBC et la législation italienne. Ces cadres garantissent l'indépendance opérationnelle des banques centrales des États membres et empêchent les gouvernements nationaux de s'approprier les réserves monétaires. En d'autres termes, avec ou sans le nouvel amendement, l'Italie ne pourrait pas utiliser ses réserves d'or pour financer ses dépenses publiques ou réduire sa dette, à moins que la BCE n'y consente, ce qui n'est pas le cas. Mais dans le contexte institutionnel évolutif de la zone euro, les gestes symboliques ont un poids politique. Le parti au pouvoir en Italie semble s'aligner de plus en plus sur la vision nationaliste du monde adoptée

par l'administration du président américain Donald Trump, notamment dans sa dernière Stratégie de sécurité nationale (SSN), qui dépeint l'UE comme un fléau pour «la liberté et la souveraineté politiques.» En déclarant que l'or «appartient au peuple», le gouvernement italien envoie un message aux électeurs qui considèrent l'euro comme une contrainte imposée de l'extérieur et la BCE comme insuffisamment responsable : l'UE ne nous possède pas, et la nation passe toujours en premier.

Ce message trouve certainement un écho. L'Italie a longtemps fait l'éloge de ses importantes réserves d'or - les troisièmes au monde avec un total de 2 452 tonnes - comme une sorte de bouclier de souveraineté. Pour un État qui lutte depuis longtemps contre la fragilité budgétaire, l'idée qu'un actif caché est capable de garantir l'autonomie et l'indépendance en temps de crise est politiquement puissante.

Tant que l'Italie sera membre de la zone euro, ce fantasme se heurtera à la réalité opérationnelle. Chaque fois que les politiciens italiens ont proposé d'utiliser l'or pour réduire la dette ou soutenir l'économie, ils se sont heurtés aux limites imposées par les traités. Mais si l'Italie devait quitter la zone euro, que ce soit seule ou dans le cadre d'une fragmentation plus large, les réserves d'or du pays serviraient de point d'ancrage à une nouvelle monnaie nationale, de garantie pour stabiliser les marchés financiers et deviendraient le symbole d'une souveraineté économique restaurée. C'est peut-être là le but de l'amendement à la loi de finances : faire un geste vers un avenir

où l'or pourrait soutenir la souveraineté de l'Italie - une possibilité encore très lointaine - sans provoquer de confrontation institutionnelle. Pourquoi faire allusion, même faiblement, à un tel avenir ? Et pourquoi maintenant ? Trois explications possibles se dégagent.

La première est que l'amendement est une manœuvre de politique intérieure. La coalition au pouvoir en Italie, dirigée par le Premier ministre Giorgia Meloni, comprend des partis aux tendances eurosceptiques de longue date. Alors que l'Italie entre dans une période de négociations tendues sur les règles fiscales, les objectifs budgétaires et l'accès aux fonds de relance de l'UE, un clin d'œil à la souveraineté nationale est un moyen gratuit d'atténuer les pressions internes, sans modifier les engagements politiques de l'Italie. Deuxièmement, l'amendement pourrait avoir pour but d'envoyer un message subtil aux responsables européens. L'Italie reste un membre important de la zone euro sur le plan systémique, et sa stabilité économique est liée à celle de l'union monétaire. En mettant en avant ses importantes réserves d'or, le gouvernement pourrait chercher à rappeler aux institutions européennes et à la BCE que les négociations budgétaires doivent tenir compte des réalités politiques. Dans un système qui repose sur la confiance mutuelle, les gestes symboliques peuvent constituer une forme de négociation.

Enfin, l'Italie pourrait chercher à se protéger dans un environnement géopolitique en pleine mutation. M. Meloni a adopté une position nettement plus chaleureuse à l'égard de M. Trump que la plupart des autres

dirigeants européens, qui lui reprochent son manque d'engagement envers l'alliance transatlantique et ses efforts concertés pour renforcer l'incertitude stratégique de l'Europe. Avec l'amendement à la loi budgétaire, Meloni cherche peut-être à s'assurer que son parti est considéré comme l'un des «partis européens patriotiques» dont «l'influence croissante» est vantée par le NSS de l'administration Trump. Rien de tout cela ne signifie que l'Italie envisage de sortir de l'euro - une proposition économiquement désastreuse. Néanmoins, la complaisance de l'Italie pour les récits nationalistes et les affirmations d'autonomie monétaire pourrait avoir des coûts plus élevés que le gouvernement de Meloni ne semble le reconnaître.

En soulignant que les réserves d'or de l'Italie appartiennent au peuple, le gouvernement met essentiellement en avant son plan d'urgence en cas de crise majeure, en particulier en cas de sortie ou d'éclatement de la zone euro. En cette période de faible croissance, de bouleversements géopolitiques, d'incertitude stratégique et de perte de confiance dans les institutions européennes, c'est la dernière chose dont la zone euro a besoin. Après tout, la cohésion d'une union monétaire repose autant sur des engagements politiques que sur des cadres juridiques. Remettre en cause ces engagements, même subtilement, peut ébranler ses fondations.

L'or de l'Italie reste bien enfermé dans les coffres de sa banque centrale. Mais l'Europe serait mal avisée de rejeter les récits qui peuvent générer une incertitude considérable sur la question de savoir s'il y restera.

Les nouvelles villes de l'autoritarisme



PAR ROBERT MUGGAH¹
ET CARLO RATTI²



**1- Cofondateur de l'Institut Igarapé et de SecDev Group*
Carlo Ratti, directeur du Senseable City Lab au MIT****

Le concept semble prometteur. Les partisans de ces «freedom cities» entendent couper court aux lourdeurs administratives, relancer l'innovation, et résoudre la crise du logement aux États-Unis. Dans la réalité, ces projets risquent de devenir des citadelles réservées aux plus fortunés, des fiefs de dirigeants d'entreprise, intrinsèquement fondés sur l'inégalité. Car si leurs défenseurs parlent le langage de la liberté, le modèle proposé confie la gouvernance aux conseils d'administration des entreprises plutôt qu'aux urnes.

L'idée de base, consistant à utiliser des espaces bâtis comme des plateformes d'expérimentation, ne doit cependant pas être rejetée. Tout au long de l'histoire, les villes ont en effet servi de creuset aux réformes politiques et économiques. De l'Athènes péricleenne à la Barcelone d'aujourd'hui, les communautés urbaines ont été à l'origine d'innovations en matière de gouvernance, de planification et de participation. Ainsi, le défi réside moins dans la construction de nouvelles villes que dans la nécessité que celles-ci servent la démocratie plutôt que de la mettre à mal.

La proposition formulée par Trump en 2023 pour la construction de dix villes de la liberté sur des terres fédérales ne sort pas de nulle part. Ce concept s'inspire en effet intellectuellement du modèle de «ville à charte» élaboré par le lauréat du prix Nobel d'économie Paul Romer, pensé à l'origine comme un levier de renouveau économique dans les pays en voie de développement. Les investisseurs en capital-risque ont par la suite réinterprété cette idée, en envisageant des villes-startups gérées par le secteur privé, isolées de toute surveillance. Un certain nombre d'investisseurs tels que Sam Altman, Marc Andreessen, Brian Armstrong et Peter Thiel promeuvent ces enclaves en tant que terrains d'essai pour l'IA, les biotechnologies et la fintech. Plusieurs dizaines de nouvelles villes sont proposées par des think tanks tels que l'American Enterprise Institute sur des terres fédérales. De même, une nouvelle Coalition pour les villes de la liberté œuvre pour qu'elles soient construites «autant que le

RIO DE JANEIRO - Rares sont les idées politiques aussi radicales et présentées de manière aussi trompeuse que les «villes de la liberté». Promue par l'élite techno-libertaire de la Silicon Valley, et récemment adoptée par un certain nombre de politiciens de droite tels que Donald Trump, cette idée consiste à créer des enclaves d'innovation déréglementées, alimentées par le numérique et planifiées de manière centralisée.



marché pourra en supporter». Plusieurs expérimentations sont déjà en cours. Au Honduras, l'éphémère projet «Prospéra» a été soutenu par des investisseurs américains, et a brièvement fonctionné selon son propre système réglementaire, avant de succomber à des oppositions démocratiques et poursuites judiciaires. En Californie, Andreessen et ses partenaires ont lancé le projet «California Forever», visant l'installation de 400 000 personnes dans le comté de Solano, créé pour contourner les restrictions de zonage. Le mouvement Seasteading de Thiel va encore plus loin, en envisageant des cités-États autonomes dans les eaux internationales. En 2025, des investisseurs ont dévoilé un projet d'enclave de haute technologie au Groenland. Présentée comme un pôle d'intelligence artificielle, d'énergie de pointe et de géoingénierie, cette enclave est critiquée pour son caractère néocolonialiste, susceptible de menacer des écosystèmes protégés et des terres indigènes.

Au fond, ces projets consistent moins à améliorer les villes qu'à repenser la souveraineté. L'investisseur providentiel Balaji Srinivasan envisage des «États en réseau», gouvernés au travers de la blockchain par des communautés en ligne, qui acquerraient des terrains au moyen de financements participatifs. Le blogueur d'extrême droite Curtis Yarvin promet quant à lui des «monarchies d'entreprise», dirigées par des PDG non élus. Ce qui unit toutes ces visions, ce n'est pas la passion de l'urbanisme, mais l'hostilité à l'égard de la démocratie. La citoyenneté devient un abonne-

ment, la gouvernance un service, et les droits des individus une considération secondaire.

L'éternelle critique de l'inefficacité de l'État confère à ces projets un alibi politique. Les partisans des villes de la liberté s'insurgent contre les règles de zonage, les délais d'obtention de permis et la surveillance, en s'appuyant sur des frustrations largement répandues en matière de logement et d'infrastructures. Ils considèrent le droit du travail, les protections environnementales et la participation citoyenne comme des inefficiences à balayer au moyen de l'«optimisation». La ville qui en résulte s'apparente ainsi davantage à Amazon qu'à Athènes : efficiente, centralisée, axée sur les bénéfices, et exempte de mécanismes démocratiques obligeant à rendre des comptes.

L'histoire nous met en garde. Si les capitales planifiées de haut en bas telles que Brasilia et Chandigarh ont offert une architecture éblouissante, elles ont en revanche échoué à créer des communautés résilientes et inclusives. Les villes-usines du XX^e siècle ont démontré combien le contrôle du logement et des services par les entreprises accentuait les inégalités, et malmenait les droits des individus. En l'absence de garde-fous, les villes de la liberté risquent de répéter ces erreurs, sous le vernis moderne du numérique.

Les villes ont d'un autre côté toujours constitué des moteurs du renouveau démocratique, et pourraient le redevenir. Athènes a institutionnalisé la participation civique à travers la boulé et la dikasteria

(respectivement des conseils et des tribunaux gérés par les citoyens). Bien qu'imparfaites au regard des normes modernes, ces institutions étaient révolutionnaires dans la mesure où elles considéraient la gouvernance comme un exercice collectif. Plus tard, au XIX^e siècle, les phalanstères de Charles Fourier ont inspiré des expériences de l'habitat coopératif. Au XX^e siècle, le quartier Freetown Christiania de Copenhague et la ville d'Arcosanti en Arizona ont constitué des exemples d'autogestion et de durabilité alternatives. Plus récemment, Barcelone a été la première ville à mettre en place des plateformes numériques participatives, Vienne et Zurich ont développé l'habitat coopératif, tandis que Taipei et Helsinki ont créé des biens communs technologiques citoyens. Ces exemples imparfaits mais instructifs démontrent que la réinvention urbaine peut renforcer la démocratie plutôt que de la malmenier.

Il est nécessaire que les progressistes ne cèdent pas aux techno-autoritaristes, et qu'ils se réapproprient le débat sur la liberté. Les nouvelles villes pourraient faire office de laboratoires de l'innovation démocratique. Elles pourraient faire intervenir des assemblées participatives plutôt que des chartes d'entreprise. Le logement pourrait être considéré comme un droit plutôt que comme un investissement. La souveraineté numérique l'emporterait alors sur le colonialisme numérique. Les outils existent d'ores et déjà : gouvernance coopérative, conception adaptée au climat, services de base universels et biens publics numériques sont aujourd'hui expérimentés à travers le monde.

La bataille autour des villes de la liberté dépasse les considérations de zonage, d'impôts et d'utilisation des terrains. Elle concerne l'avenir de la gouvernance politique elle-même. Le choix est clair, et nous ne pouvons pas nous permettre de l'ignorer. Le premier chemin conduit à des archipels privés, caractérisés par les privilèges, optimisés à des fins d'efficacité, fondés sur les algorithmes et la surveillance. L'autre mène à des plateformes citoyennes, susceptibles de renouveler la démocratie, ainsi que d'exploiter les technologies pour favoriser l'inclusion sociale et économique.

**Est membre du Conseil mondial du futur sur les villes de demain du Forum économique mondial, et conseiller auprès de Global Risks Report.*

***Est cofondateur du bureau international de design et d'innovation Carlo Ratti Associati.*

Qui succèdera à la Côte d'Ivoire ? Coup d'envoi de la CAN 2025

La succession de la Côte d'Ivoire débutera officiellement cet après-midi, avec le coup d'envoi de la 35^e édition de la CAN à l'occasion du match d'ouverture Maroc-Comores.



M. Zeggai

Cette édition qui s'annonce, d'ores et déjà, pleine de suspense et d'incertitudes, au regard des ambitions clairement affichées par plusieurs sélections. Cette CAN s'annonce comme un rendez-vous qui revêt une importance particulière, tant par l'engouement populaire qu'il suscite, la valeur technique et tactique des effectifs engagés témoignant de l'évolution constante du football africain et l'intérêt croissant qu'il génère sur les plans, sportif, médiatique et économique. Aussi, l'évènement attire l'attention des observateurs internationaux, des recruteurs et des partenaires, confirmant son statut de vitrine incontournable pour les talents africains. Autant d'éléments qui confèrent à cette 35^e édition une dimension particulière et annoncent un tournoi passionnant, disputé et hautement stratégique. Dans un contexte de renouveau et de montée en puissance, plusieurs formations se détachent comme les grandes favorites de cette épreuve continentale, même si la compétition promet son lot de surprises.

Plusieurs sélections, dont l'Algérie, sont annoncées comme les favoris de cette édition au cours de laquelle la Côte d'Ivoire tentera de conserver sa couronne.

ALGÉRIE : OUVRIR UN NOUVEAU CHAPITRE DE SON HISTOIRE

L'équipe nationale est appelée à confirmer son statut de favori. Avec ses individualités de marque, notamment sur le plan offensif, l'EN s'apprête à écrire une autre belle page de son histoire et surtout à effacer les deux dernières éliminations dès le premier tour à la CAN. Sur le papier, l'effectif des Verts reste l'un des plus intéressants du plateau, alliant jeunesse, talent et expérience. Ainsi donc, l'équipe nationale s'apprête à ouvrir un nouveau chapitre de son histoire continentale. Un rendez-vous capital pour les 'Verts', appelés à se surpasser pour répondre à l'attente du grand public algérien et à confirmer leur ambition de retrouver le haut niveau sur la scène continentale. Sur la

liste dévoilée par Vladimir Petkovic, bâtie sur un équilibre entre cadres confirmés et éléments en pleine ascension. Seize éléments avaient déjà pris part à la dernière CAN, en Côte d'Ivoire, un vécu précieux malgré l'élimination précocité. L'EN évoluera dans le groupe E aux côtés du Burkina Faso, considéré comme le principal concurrent pour la première place, mais aussi du Soudan et de la Guinée équatoriale. Pour cela, l'équipe nationale est, depuis avant-hier, à pied d'œuvre à Rabat, soit cinq jours avant son entrée en lice dans la compétition. Les 'Verts' débiteront leur parcours mercredi face au Soudan (16h00), un match décisif pour la qualification au deuxième tour. L'EN, version Vladimir Petkovic, est attendue au tournant.

Plus qu'une simple participation, cette CAN-2025 représente une nouvelle ère pour les 'Verts' qui devront afficher caractère, constance et efficacité pour renouer avec la consécration, surtout, avec la confiance de tout un peuple.

MAROC : COMPTER SUR LA FERVEUR POULAIRE

Hôte de cette édition 2025, le Maroc jouera à domicile pour la première fois depuis 1988. Les 'Lions de l'Atlas' pourront compter sur la ferveur populaire pour oublier la cuisante désillusion de 2023 et plus généralement les résultats décevants de ces dernières années sur la scène continentale. Motif d'inquiétude, le Maroc a une histoire contrariée à la CAN qu'elle a remportée qu'une seule fois. Cette fois-ci, les données ont changé. « On a une mission, gagner ce trophée après pratiquement cinquante ans de disette », a déclaré le sélectionneur Walid Regragui.

Renforcé par l'émergence de nouveaux talents, le groupe marocain n'a jamais semblé aussi complet. Aussi, la convalescence du défenseur du PSG, Achraf Hakimi sera tout de même à suivre de près. Attention, cependant, à la pression inhérente au fait d'évoluer devant son public : si elle peut transcender, elle peut, tout aussi bien, couper les jambes.

SÉNÉGAL : RENOUVELLEMENT DANS LA CONTINUITÉ

Considéré comme l'un des poids lourds du continent, le Sénégal continue d'impressionner par sa régularité. Pour les Sénégalais, l'objectif demeure la deuxième étoile pour espérer effacer la désillusion de la dernière édition. Aliou Cissé, étant arrivé au bout de cycle, a cédé sa place à Pape Thiaw, à la tête de la sélection. Pape Thiaw compte sur la nouvelle génération des jeunes prometteurs pour atteindre ses objectifs. Sous la houlette du nouveau sélectionneur Pape Thiaw, les Lions de la Teranga arrivent au Maroc en pleine confiance en misant sur la continuité et guidés par les expérimentés Sadio Mané, Koulibaly, Gueye ou encore Niakhaté.

CÔTE D'IVOIRE : UN STATUT À CONFIRMER

La Côte d'Ivoire entamera ces jouets avec l'ambition de devenir la première équipe à remporter deux éditions consécutives de la CAN depuis l'Égypte en 2010. Avec un groupe grandement remanié avec le maintien de 13 champions d'Afrique seulement, le tenant du titre parviendra-t-il à conserver sa couronne ? Avec pour adversaires le Cameroun, le Gabon et le Mozambique, la Côte d'Ivoire n'aura pas droit à l'erreur. Le Cameroun représente un adversaire solide, tandis que le Gabon et le Mozambique se présentent comme des équipes imprévisibles dans cette poule qui promet des batailles acharnées.

EGYPTE, FAVORITE MAIS....

Habituée aux sacres continentaux, l'Égypte est donc un candidat logique à la victoire finale, d'autant plus qu'ils possèdent toujours l'une des meilleures défenses. Les 'Pharaons' peuvent, en plus, compter sur Mohamed Salah, même si sa récente méforme et ses difficultés en club rendent son efficacité plus incertaine. Certes, l'Égypte sera l'une des favorites pour le sacre final, mais devra se méfier de l'Afrique du Sud du coach belge Hugo Broos, auteur d'une troisième place lors de la précédente édition de la CAN en Côte d'Ivoire.

Arbitrage Les premières inquiétudes avant le coup d'envoi

À la veille du coup d'envoi de la 35^e édition de la CAN, les inquiétudes se multiplient en coulisses, notamment en ce qui concerne l'arbitrage. Alors que l'évènement n'a pas encore débuté, certaines désignations arbitrales annoncées ces dernières heures commencent déjà à faire parler d'elles et à alimenter les spéculations. Dans un contexte marqué par de fortes attentes et des enjeux sportifs considérables, ces choix suscitent des interrogations légitimes au sein des observateurs et des acteurs du football qui redoutent l'influence de manœuvres en coulisses sur le déroulement des matches. Les souvenirs de dé-

cisions controversées lors des précédentes éditions restent encore frais dans les mémoires, renforçant la méfiance et les craintes d'éventuelles dérives. Ainsi, avant même le premier coup de sifflet, le débat est lancé et l'arbitrage se retrouve déjà sous pression, appelé à jouer un rôle déterminant pour garantir l'équité et la crédibilité d'une compétition qui s'annonce aussi disputée qu'indécise. Ainsi, plus que jamais, le corps arbitral se retrouve face à une responsabilité majeure : garantir l'impartialité et la transparence afin que cette CAN se décide uniquement sur le terrain et non dans les coulisses. **M. Z.**

Ligue 1 (13^e journée) Relégation en vue pour le MCEB, la JSK dans la tourmente

La deuxième partie de la 13^e journée s'est révélée fatale au MC El Bayadh qui semble glisser lentement mais sûrement vers le purgatoire. Lors de cette reprise du championnat, les gars d'El Bayadh ont hypothéqué sérieusement ses chances pour le maintien après leur défaite à domicile à l'USM Khenchela. Un revers potentiellement lourd en conséquences, puisque leur compteur reste bloqué à seulement 3 points en 13 matches joués. Même s'il est encore prématuré de tirer des conclusions définitives, le MCEB apparaît aujourd'hui comme l'un des principaux candidats à la relégation. C'est du moins l'impression qui se dégage. A noter que le coach Mohamed Lacete n'a pas encore remporté la moindre victoire depuis son arrivée à la tête des 'Bleu et Blanc', en octobre dernier.

Pour sa part, l'USMK a réalisé une excellente opération en s'imposant, loin de ses bases, grâce à un doublé de son attaquant camerounais Etouga. Un succès qui permet aux Khenchelis de se racheter de leur élimination en coupe d'Algérie et se hissent à la quatrième place. A Sétif, le choc entre l'ESS et la JSK est revenu à l'Aigle Noir,

manifestement en nette progression depuis l'arrivée de l'entraîneur serbe Milutin Sredojevic dit « Micho », qui enregistre sa troisième victoire consécutive. Une réussite totale pour les Sétifiens qui confirment les prémices de leur renouveau. Ce n'est pas le cas de la JS Kabylie qui traverse une période difficile. Avec un seul succès lors des sept derniers matches toutes compétitions confondues, les 'Canaris' peinent à relever la tête et mettre fin à cette crise de résultats. En somme, c'est l'Entente de Sétif qui a réalisé la bonne affaire pour s'accaparer de la 10^e place au tableau avec 15 points, ex-æquo avec son adversaire du jour. A Constantine, le duel des deux entraîneurs tunisiens Lesaâd Dridi (CSC) et Sofiane Hidoussi a tourné à l'avantage du premier nommé.

Deux buts signés Mouaki et le Nigérien Tosin Omoyele dans les dernières minutes ont fait le bonheur des Sanafirs qui confirment leur bonne santé.

Pour le Paradou AC, il s'agit d'un coup d'arrêt après une série de six victoires, toutes compétitions confondues. A la suite de ce revers, le PAC glisse de nouveau dans la zone de relégation.

M. Zeggai

JS Kabylie Medane craque et annonce sa démission

La défaite concédée par la JS Kabylie face à l'ESS a débouché sur la démission du directeur général, Hakim Medane. Visiblement à bout, Medane n'a pas caché son ras-le-bol lors de sa déclaration d'après match. « J'en peux plus, je pars ». Une sortie qui résume, à elle seule, le climat délétère qui entoure actuellement la JSK, en proie de résultats irréguliers, des critiques incessantes et une pression permanente. Cette démission intervient au moment où le club peine à retrouver sa stabilité. La défaite concédée à Sétif n'a fait qu'accroître la colère du public et davantage en lumière les dys-

fonctionnements internes de l'équipe. Le départ du désormais ex-directeur général pourrait marquer un tournant décisif dans la saison des 'Jaune et Vert', déjà fragilisés par une série de contre performances et une absence de visibilité quant au projet sportif. La direction va-t-elle accepter officiellement cette démission ? Et quelles seront les conséquences immédiates sur la gestion de l'équipe et l'avenir de la JSK ? Une prise de conscience est à souhaiter et l'urgence d'un électrochoc devient plus que jamais nécessaire pour sortir de cette crise. **M. Z.**

Images et textes caviardés L'administration Trump publie une partie de l'explosif dossier Epstein

Le ministère américain de la Justice a rendu public vendredi une partie des documents - pour beaucoup caviardés - issus de l'enquête sur le criminel sexuel Jeffrey Epstein, connu pour ses connexions avec des personnalités influentes, y compris Donald Trump.



Is doivent aider à faire la lumière sur les liens de l'influent financier mort en prison en 2019 avec des personnalités du monde des affaires, du spectacle ou de la politique.

Une loi adoptée par le Congrès en novembre imposait au gouvernement de publier l'intégralité des documents non classifiés en sa possession d'ici ce vendredi. Mais le processus se fera finalement sur plusieurs semaines, a indiqué Todd Blanche, le numéro deux du ministère de la Justice.

Par ailleurs, de larges passages sont cachés, dont une liste de 254 «masseuses» aux noms caviardés «pour protéger la victime», ou les 119 pages d'un document judiciaire émanant d'un tribunal de New York, biffées sans explication.

A l'origine de la loi contraignant l'administration Trump à divulguer l'intégralité de ces documents, les élus démocrate Ro Khanna et républicain Thomas Massie ont regretté que le ministère de la Justice n'ait «pas respecté» ce qui lui était demandé.

Dans une vidéo sur X, Ro Khanna remarque aussi l'absence du projet d'acte d'accusation après l'arrestation de M. Epstein en 2019, qui, selon lui, met en cause «d'autres hommes riches et puissants».

«Ce n'est rien d'autre qu'une opération de camouflage pour protéger Donald Trump de son passé peu reluisant», a pour sa part tonné le chef des sénateurs démocrates Chuck Schumer, ac-

cusant le gouvernement de «tout faire pour cacher la vérité».

Interrogé par la presse vendredi soir, le président américain n'a, lui, pas fait de commentaire.

JACUZZI

Parmi les matériaux publiés, des photos montrent Jeffrey Epstein en compagnie de célébrités comme les chanteurs Michael Jackson et Mick Jagger.

Y figurent aussi des dizaines d'images censurées de personnes nues ou largement dévêtues et des clichés du financier et d'autres individus le visage masqué, avec des armes à feu.

La proximité de l'homme d'affaires avec nombre de personnalités mondaines était toutefois déjà connue, notamment avec l'ancien président démocrate Bill Clinton, qui apparaît sur plusieurs clichés.

On le voit notamment dans ce qui semble être un jacuzzi, une partie de l'image étant masquée par un rectangle noir.

«Bill Clinton se détend, sans aucun souci. Il ne se doutait de rien», a réagi sur X Steven Cheung, le directeur de la communication de la Maison Blanche.

«CANULAR»

Donald Trump avait promis, lors de sa campagne en 2024, une totale transparence dans ce dossier mais, pendant des mois après son élection, il n'a pas tenu sa promesse, qualifiant l'affaire

de «canular» instrumentalisé par l'opposition démocrate, au grand dam de sa base «MAGA», obsédée par ce scandale.

Le président a finalement reculé sous la pression du Congrès et promulgué la loi contraignant son administration à divulguer ces documents.

Figure de la jet-set new-yorkaise, Jeffrey Epstein est accusé d'avoir exploité sexuellement plus de mille jeunes femmes, dont des mineures.

Cette affaire a élaboussé plusieurs célébrités, dont Andrew, le frère du roi Charles III, incriminé par l'une des victimes mais qui clame son innocence.

La mort du financier en prison avant son jugement, classée comme un suicide par les autorités, a alimenté d'innombrables théories du complot selon lesquelles il aurait été assassiné pour l'empêcher d'impliquer des élites qui auraient bénéficié de ses crimes.

Un temps proche du financier avec qui il évoluait dans les mêmes cercles, Donald Trump a toujours démenti avoir eu connaissance de son comportement criminel et assure avoir rompu avec lui bien avant qu'il ne soit inquiété par la justice.

L'ancienne compagne de Jeffrey Epstein, Ghislaine Maxwell, 63 ans, qui purge une peine de vingt ans de prison, est la seule personne à avoir été condamnée dans l'affaire.

Todd Blanche a prévenu vendredi qu'il ne fallait pas s'attendre à de nouvelles inculpations.

La diplomatie du football : comment le Qatar a redessiné son influence

Longtemps perçu comme une discrète cité-État du Golfe, le Qatar s'est imposé en quelques décennies comme l'un des pays les plus visibles et les plus influents du monde contemporain.



Par Ahmed Farrah

Cette notoriété ne repose ni sur une puissance militaire dissuasive ni uniquement sur l'abondance de ses ressources énergétiques - privilège partagé par bien d'autres États riches - mais sur une stratégie patiente et méthodique de soft power, dont le football est aujourd'hui l'un des piliers centraux.

Contrairement à ses voisins qui ont choisi la voie de l'unification au sein des Émirats arabes unis après les indépendances, le Qatar a suivi son propre destin le menant sur un chemin singulier : celui de la projection symbolique et médiatique. La création d'Al Jazeera, devenue en quelques années le groupe médiatique le plus influent de la région MENA, marque un tournant décisif. La chaîne ne se contente pas d'informer : elle structure les débats publics, façonne les opinions et, parfois, accompagne ou fragilise des régimes. Le Qatar comprend alors que l'influence moderne se joue autant sur les écrans que dans les chancelleries.

Cette logique sera transposée avec une remarquable efficacité au monde du sport. La transformation d'Al Jazeera Sport en beIN Sports, empire mondial de la diffusion sportive, permet au Qatar de contrôler une part stratégique des droits de retransmission des plus grands événements footballistiques : Ligue des champions, championnats européens, Coupe du monde.

Le football devient ainsi un langage universel que Doha maîtrise parfaitement.

L'achat du Paris Saint-Germain marque une nouvelle étape : il ne s'agit plus seulement de diffuser le football, mais de l'incarner. En investissant massivement dans les compétitions, les clubs et les événements, le Qatar s'installe dura-

blement au cœur de l'écosystème du football mondial. Son influence croissante au sein des instances de la FIFA culmine avec l'organisation de la Coupe du monde 2022, dont les phases finales, disputées dans des stades ultramodernes construits pour l'occasion, ont offert au monde une vitrine spectaculaire du pays.

Mais la stratégie qatarie ne se limite pas à l'échelle globale. Elle s'inscrit aussi dans une quête de proximité culturelle avec le public arabe. La Coupe arabe de la FIFA illustre cette volonté de conjuguer sport, identité et mémoire collective. L'émission Al Kass, diffusée dans un décor évoquant les salons traditionnels des maisons arabes, incarne cette approche subtile : un cadre simple, chaleureux, presque intime, où les invités commentent les matchs avec décontraction et authenticité.

Sous la conduite du journaliste qatari Khaled Al Jassem, cette émission a offert une tribune singulière à l'ancien footballeur algérien Ali Bencheikh, dont les analyses, livrées sans filtre en arabe algérien, ont d'abord surpris avant de séduire. Ce parler perçu comme un «créole» par les autres participants est progressivement devenu un élément de richesse et de pluralité linguistique, illustrant la capacité du football à rapprocher des cultures arabes parfois fragmentées.

À travers ces choix, le Qatar démontre que le football n'est plus un simple sport, mais un outil diplomatique majeur, capable de produire de l'adhésion, de la sympathie et du prestige. En maîtrisant à la fois la diffusion, la narration et l'émotion, Doha a compris avant beaucoup d'autres que l'influence du XXI^e siècle se joue moins par la force que par la capacité à raconter une histoire - et à faire vibrer des millions de supporters à l'unisson.

«Coup d'état en France»

Le fake news récolte 12 millions de vues

Cette infox publiée le 9 décembre sur TikTok, et peu après sur Facebook, a fait le tour de la toile, avec plus de douze millions de vues et des dizaines de milliers de mentions «J'aime».

Jusqu'à être évoquée mardi par le président français Emmanuel Macron lui-même lors d'un échange à Marseille, pour illustrer et regretter son incapacité à obliger Facebook à la retirer.

Derrière cette vidéo - depuis supprimée par son créateur - se trouve un jeune Burkinabè de 17 ans. Contacté par l'AFP, il explique s'être mis à la création de vidéos IA «depuis l'année passée», grâce à une formation sur Youtube, et n'avoir vraiment lancé son activité qu'en octobre 2025.

Sa soudaine célébrité le surprend. «On parle de moi en France», «j'ai été contacté par des journalistes», du journal Le Monde et d'autres médias, se marre-t-il dans une vidéo face caméra publiée sur sa page Facebook.

L'adolescent, qui souhaite rester anonyme, le confesse sans mal : son but premier était pécuniaire.

«SEPT EUROS»

Elève dans un lycée professionnel en section «génie civil-construction», il n'est pas à proprement parler dans le besoin. «Grâce à Dieu je mange, j'ai un moyen de déplacement pour aller à l'école, mes parents prennent bien soin de moi», explique-t-il à l'AFP. Mais il en veut plus, pour avoir son «indépendance financiè-

re». Après avoir vu «plein de pages qui font des millions de vues» et entendu dire «que TikTok paye de l'argent», il s'est lancé sur les réseaux sociaux «pour voir». Il a d'abord tenté des vidéos axées sur la motivation, mais a vite abandonné ce créneau, faute d'affluence. Avant de se mettre à la création d'infox par IA, qui génère plus de flux.

«Je n'ai pas encore eu beaucoup d'argent comme ça», indique-t-il. Sa page Facebook n'est pas encore monétisée, mais il touche un peu d'argent via TikTok. Normalement, l'Afrique n'est pas une région éligible au programme de monétisation de cette plateforme, mais il affirme avoir appris comment contourner cela.

Avec son infox sur le prétendu coup d'Etat en France, il dit avoir gagné la faramineuse somme de... sept euros.

Mais cette vidéo créée de toutes pièces est surtout une vitrine pour sa propre activité de formation en création de contenus générés par IA, dont il fait la promotion sur sa page Facebook.

«Y a des gens qui m'ont approché après cette vidéo, au moins cinq personnes depuis la semaine dernière», indique-t-il à l'AFP. Pour une heure de cours, il prend 7.000 francs CFA (10 euros).

PAS DE REGRET

La France est régulièrement la cible de désinformation, notamment en provenance de l'Alliance des Etats du Sahel (AES), qui regroupe le Mali, le Burkina Faso et le Niger. Tous dirigés par des militaires arrivés au pouvoir par des coups d'Etat à partir de 2020, les trois pays ont largement pris depuis leur distance avec l'ancienne puissance coloniale pour se rapprocher de la Russie.

La junte burkinabè, en particulier, est aussi devenue spécialiste des vidéos de propagande générées par IA, dont des faux clips de personnalités comme Beyoncé ou le pape Léon XIV chantant les louanges de son chef, le capitaine Ibrahim Traoré.

Elle dispose d'un groupe de cyberactivistes

très influents qui relaient sa propagande sur les réseaux sociaux: les «Bataillons d'intervention rapide de la communication» (BIR-C).

Le lycéen interrogé par l'AFP n'appartient pas à ce groupe. Mais si ses motivations premières sont loin d'être politiques, il ne boude pas son plaisir d'égratigner la France au passage. «J'ai aussi créé cette vidéo pour faire peur aux gens», indique-t-il. Il estime que certains médias ou figures politiques français ne donnent pas une vision juste de ce qui se passe au Sahel et diffusent des «fausses nouvelles», notamment récemment à propos du Mali en décrivant la capitale Bamako sur le point de tomber aux mains des jihadistes.

Si le régime a été en difficulté récemment, notamment face aux blocus de ses routes d'approvisionnement par les jihadistes, il n'a jusqu'ici pas été menacé au point de pouvoir tomber, selon des sources concordantes.

Les autorités françaises «ne regrettent pas de publier de faux propos sur l'AES», accuse le lycéen, «donc on ne va pas regretter de publier des choses fausses sur eux!».

Antilles françaises

Les armes à feu s'installent au quotidien

Quand son frère Jessy a été abattu d'une balle dans la tête, en plein jour, Lynsey Belveder n'a pas été surprise. «C'est quelque chose que j'avais toujours craint», souffle cette jeune femme de la Guadeloupe, dans les Antilles françaises, qui n' imagine plus élever un enfant dans une société où «tous les jeunes sont armés».

«On connaît tous quelqu'un qui connaît quelqu'un qui a perdu un proche dans des circonstances pareilles», reprend cette gestionnaire de ressources humaines dans la ville de Pointe-à-Pitre.

Son frère, 23 ans, a été tué le 7 octobre aux Abymes, commune limitrophe de Pointe-à-Pitre, pour une banale histoire de rivalité amoureuse. Depuis, Lynsey, se dit «à l'arrêt», les «larmes aux yeux sans savoir pourquoi».

Comme elle, de nombreuses familles guadeloupéennes sont confrontées à la banalisation des armes à feu.

Lundi, le 50e homicide de l'année a été enregistré sur le ressort de la cour d'appel de Basse-Terre, qui comprend la Guadeloupe et la partie française de l'île de Saint-Martin, pour environ 410.000 habitants au total. La victime: un homme de 26 ans tué par balle à Pointe-à-Pitre.

Point commun de la plupart de ces homicides: ils ont été perpétrés par arme à feu. Selon le préfet de la Guadeloupe, Thierry Devimeux, 40.000 armes sont en circulation sur le territoire, soit plus d'une pour dix habitants. «Un recours complètement débridé aux armes à feu», déplore le représentant de l'Etat dans un archipel où le taux d'homicide est six fois supérieur à la moyenne nationale.

Les saisies explosent. «On découvre plus d'armes de guerre», constate Eric Maurel, procureur général de la Guadeloupe.

ADOLESCENTS ARMÉS

L'écrasante majorité des armes saisies restent toutefois des pistolets automatiques Glock ou Taurus, un modèle brésilien. La proximité du continent américain et la porosité des frontières, dans cette région éclatée en une multitude de micro-états, facilitent leur arrivée en Guadeloupe et en Martinique.

En juin, les autorités judiciaires des Antilles françaises avaient déjà alerté. Eric Maurel s'inquiétait d'une évolution des gangs, «semblant évoluer vers des structures mafieuses».

Lors d'une visite en août, le ministre de l'In-

terieur de l'époque, Bruno Retailleau, avait annoncé l'envoi de 15 enquêteurs supplémentaires, l'installation de deux nouveaux radars et l'utilisation d'un drone pour contrôler le trafic maritime. La Guadeloupe va aussi être dotée d'un laboratoire de balistique.

L'âge des mis en cause inquiète particulièrement les autorités.

«Voir autant de gamins aussi jeunes, porteurs d'armes et qui les utilisent, je n'ai jamais vu ça ailleurs», affirme Eric Maurel, fort de 42 ans d'expérience.

Le général Christophe Perret, commandant la gendarmerie en Guadeloupe, y voit une mutation sociologique: «l'arme sert pour un jeune à s'affirmer en tant qu'individu».

L'arme blanche, «outil traditionnel de la violence en Guadeloupe, a pratiquement disparu», relève-t-il. Sur les 50 homicides recensés depuis le début, 32 l'ont été par arme à feu.

«Il y a un usage décomplexé des armes, pour des motifs vraiment futiles» (conflits de voisinage, altercations dans la rue, gestes impulsifs...), confirme Philippe Miziniak, directeur territorial de la police nationale.

Conséquence: «de plus en plus de gens se promènent dans la voiture avec un revolver, une arme de poing, un fusil», relève Grégory Guyard, avocat s'occupant de plusieurs affaires d'agression.

Ce «au cas où» entraîne «un armement généralisé» et «des drames qui pourraient largement être évités», renchérit-il.



NARCOTRAFFIC EN HAUSSE, MAIS PAS CENTRAL

Dans ce climat, la part des homicides liés au narcotrafic est en hausse. «On était à 6-7% il y a trois ans, on est maintenant plutôt autour de 20 à 25%», même si on est loin de Marseille, dans le sud-est de la France, «qui en est à 80-90%», explique Eric Maurel.

«L'essentiel de l'usage des armes à feu en Guadeloupe n'est pas lié au trafic de stupéfiants», insiste le général Perret. Il évoque plutôt «des règlements de comptes, des vols à main armée qui tournent mal, des tirs d'intimidation entre bandes de quartiers et des violences intrafamiliales». Si la Guadeloupe attire l'attention, le reste des Antilles est tout autant touché. A Saint-Martin, où vivent 34.000 habitants, sept

personnes ont été tuées depuis janvier. En Martinique (355.000 habitants), les chiffres sont à peine meilleurs. Deux homicides ont ainsi eu lieu fin novembre en moins de 24 heures, portant à 37 leur nombre depuis le début de l'année, dont 31 par arme à feu.

Un de ces meurtres a particulièrement choqué: un homme de 25 ans, inconnu des services de police, a été abattu dans un véhicule de location. Un enfant de trois ans, qui se trouvait à ses côtés, a été grièvement blessé à la tête. Le ou les tireurs courent toujours. Face à cette flambée de violence, le procureur de la République, Yann Le Bris, a lancé un appel à témoins et appelé à «une prise de conscience du rapport aux armes sur le territoire». Pour Lynsey Belveder, le constat est implacable. «Aujourd'hui, j'ai 33 ans, j'ai peur de faire un enfant dans une société comme celle-là».

Publicité

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
مجمع الحليب جيبيلي
ملبنة الساحل مستغانم

إعلان عن مزايادة بيع
مستغانم يوم 2025/12/08

تعلن ملبنة الساحل مستغانم عن فتح مزايادة بيع محدودة تتعلق ببيع مختلف النفائات الناتجة عن نشاط الملبنة،
و تدعو جميع المهتمين بالمزايادة إلى اقتناء دفتر الشروط من مديرية الملبنة وهذا مقابل دفع 5000 دج.
وفي الأخير تقبلوا منا فائق الاحترام والتقدير

الرئيس المدير العام

المنطقة الصناعية صلامندر - مستغانم - 045 35.61.18 ☎ contact@laiterie-littoral.dz

ANEP N° 2531101204 Le Quotidien d'Oran 21/12/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
OFFICE NATIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES
DIRECTION DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES TIARET
MATRICULE FISCALE : 000414019007945

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositions de l'article 56 de la loi N° 23-12 du 5 août 2023, qui fixe les règles générales relatives aux marchés publics et les articles n°52,65 et 82 du décret présidentiel N°15-247 du 16 septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, La direction des œuvres universitaires Tiaret informe les soumissionnaires ayant la participation à l'avis d'Appel d'offre National avec exigence de capacité minimal N°: 02/D.O.U.T/2025 paru dans les journaux nationaux (الجمهورية) en arabe et Le Quotidien d'Oran en français) en date du 24/11/2025 pour le Lot Pain Amélioré et gâteaux durant l'année 2026.

- Vue les résultats du procès verbal de la commission d'ouverture des plis et l'évaluation des offres, ouverture des plis en date du 08/12/2025
- Vue les résultats du procès verbal de la commission d'ouverture des plis et l'évaluation des offres, évaluation technique des offres en date du 09/12/2025
- Vue les résultats du procès verbal de la commission d'ouverture des plis et l'évaluation des offres, évaluation financière des offres en date du 09/12/2025

Sur proposition de la commission d'ouverture des plis et l'évaluation des offres, conformément aux dispositions de la loi N° 23-12 du 5 août 2023, qui fixe les règles générales relatives aux marchés publics, et le décret présidentiel N°15-247 du 16 septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public. L'attribution provisoire est comme suit :

| Lot | Soumissionnaires | Montant Minimum (TTC) | Montant Maximum (TTC) | Matricule fiscale | Observation |
|--------------------------|------------------|-----------------------|-----------------------|----------------------|--------------|
| Pain Amélioré et Gâteaux | MAHI OMAR | 48 453 060,00 | 56 022 820,00 | 18314270050119101400 | Offre unique |

Les participants à l'Appel d'offre National avec exigence de capacité minimal désirant prendre connaissance des résultats détaillés des offres techniques et financiers peuvent se rapprocher auprès des services de la direction des œuvres universitaires de Tiaret au plus tard dans les trois (3) jours à compter de la première publication du présent avis à travers les quotidiens nationaux.

Les soumissionnaires qui contestent le choix opéré par le service contractant peuvent introduire un recours auprès de la commission sectorielle des marchés public au ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique siège 11 chemin DOU MOKHTAR BEN AKNOUN ALGER dans les dix (10) jours à compter de la première parution de l'avis d'attribution provisoire du marché.

Si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date limite pour introduire un recours est prolongée au jour ouvrable suivant.

DIRECTEUR DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES

ANEP N° 2531016317 Le Quotidien d'Oran 21/12/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE TLEMCCEN
DAIRA DE NEDROMA
COMMUNE DE NEDROMA
N.I.F : 41000200001307901039

AVIS D'INFRUCTUOSITE

Conformément aux dispositions de l'article : 14- 40 – 72 du décret présidentiel N°: 15/247 du : 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, la commune de Nédroma informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales pour la réalisation de projet suivant :

AMENAGEMENT ET REVETEMENT EN BETON BITUMINEUX DES RUELLES DES LOTS SUIVANTS"

LOT N° 03 : Réhabilitation En Béton Bitumineux Des Ruelles A Travers La Commune De Nédroma

Inseré dans les journaux nationaux (البدلي) (En arabe) et (LE

Quotidien d'Oran) (En Français) du : 22/10/2025

L'offre a été déclarée infructueuse à cause de non qualification technique des offres.

Le Président de L'A.P.C

ANEP N° 2531016442 Le Quotidien d'Oran 21/12/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE TLEMCCEN
DIRECTION DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS03^{ème} AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES

N° : /DJS/2024
NIF : 099013019059421

La Direction de la jeunesse et sport de la wilaya de Tlemcen, lance un 03^{ème} AVIS Appel d'Offres National ouverte Avec exigence de capacité minimales conformément aux dispositions des articles 39,40, 42 et 44 du décret présidentiel n° 15-247 du 16 Septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de services publics, pour la réalisation de projet suivant :

GROSSE REPARATION AU NIVEAU DES STRUCTURES SPORTIVES ET JEUNESSES A TRAVERS LA WILAYA EN LOTS SEPARES:

LOT 02 : AMENAGEMENT INTERIEUR ET EXTERIEUR (SALLE OMS NEDROMA)
LOT 06 : AMENAGEMENT ET REHABILITATION PISCINE SEMI OLYMPIQUE A SEBDOU

Les Entreprises qualifiées en Bâtiment activité-principale 02 et plus, intéressées par le présent appel d'offres sont invitées à retirer le cahier des charges auprès de la direction de la jeunesse et sport de la wilaya de Tlemcen. Sise cité administratif Bouhennak Tlemcen.

Les offres doivent être déposées auprès de la (DJS) Direction de la jeunesse et sport de la Wilaya de Tlemcen.

Les offres doivent être présentées de la manière suivante :

❖ DOSSIER DE CANDIDATURE : (Voir cahier des charges)

❖ OFFRE TECHNIQUE : (Voir cahier des charges)

❖ OFFRE FINANCIERE : (Voir cahier des charges)

Les trois (03) Enveloppes des offres (candidature, technique et financière), devront être transmises sous une enveloppe anonyme qui ne devra comporter que la mention suivante :

A MONSIEUR LE DIRECTEUR DE LA JEUNESSE ET SPORT WILAYA DE TLEMCCEN
AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE
DE CAPACITES MINIMALES
N° /DJS/2025

GROSSE REPARATION AU NIVEAU DES STRUCTURES SPORTIVES ET JEUNESSES A TRAVERS LA WILAYA EN LOTS SEPARES:

LOT N° : _____

SOUMISSION A NE PAS OUVRIR

La date de dépôt des offres est fixée à DIX (10) jours à compter de la première parution du présent avis d'appel d'offres dans les quotidiens nationaux à 12h.

Les offres déposées après le délai précisé seront rejetées.

Les offres resteront valides pendant (90) jours + La durée de préparation des offres et ce à compter de la première parution du présent avis d'appel d'offres.

Les Soumissionnaires sont invités à la séance d'ouverture des plis, prévue le jour de l'expiration du délai de dépôt des offres, à quatorze heures (14h), au Siège de la direction de la jeunesse et sport de la wilaya de Tlemcen. Sise cité administratif Bouhennak Tlemcen.

ANEP N° 2531016478 Le Quotidien d'Oran 21/12/2025

APARTEMENTS

univ + superette + bus 02 sans vers
centre-ville - Tél : 0557.74.60.91/
0558.29.57.69

LOCAUX

■ Loue F3, Millénium, rdc (3,5U)
- 2 F2 Miramar /St-Pierre, 1er
(2,5U) - F2 meublé centre- ville,
4e (5U) - F3 meublé Choupot, 4e
(6U) - F3 Ain el Turck, 2e (3U) -
villa Canastel (10 U) - Ag AB-
DALLAH : 041.38.62.87/
0770.40.87.48

VILLAS

■ URGENT : A vendre villa, actée,
226 m² - 2f, C/V, Terga, 45 min
d'Oran. Prix: 1,2 nég + A louer ap-
part Canastel, 3e étage, 4,5U /mois,
avec 7 mois d'avance - Tél :
0657.27.53.56 WhatsApp :
0033620846445

■ A louer café/ restaurant avec ma-
tériel sans papiers, sup 260 m² sur
2 niv., à Ain El Turck Eden-plage
(Corniche oranaise) Tél :
0793.73.75.78 - 0676.68.17.26

■ Loue à Tiaret C/V sur princi bd, ca-
féteria, actuel en activité, 02 faç
avec mat neuf complet, face univ +
CEM + prim + lycée + univ / ufc Ter-
rasse + possi, loue F2 dans villa atte
caféteria + entrée individ. Tél :
0557.74.60.91/ 0558.29.57.69

PENSÉE

21 décembre 2024 / 21 décembre 2025 :

une année depuis que tu nous a quittés chère

SLIMANI Khadidja

épouse AZZEMOU Lahouari,

mère et grand-mère. Ta générosité, ta

gentillesse et ton amour resteront gravés dans

nos cœurs. Ton mari, ton fils, tes filles et tes petits-enfants, et les

proches ont une pieuse pensée en ta mémoire. Nous prions Dieu Le

Tout-Puissant de t'accorder Sa Sainte Miséricorde et de t'accueillir

dans Son Vaste Paradis. Repose en paix très chère Khadidja

«A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons»



HUISSIERS DE JUSTICE

محضرين قضائيين

لعل إعلاناتكم للبيع بالمزاد العلني في الجرائد الوطنية

Pour toutes vos publications de vos avis de vente aux enchères publiques

Contactez-nous aux : 0555.05.90.10 Mail : canalsurpub@yahoo.fr T/F 048.74.13.48 / 74.11.22

CANAL SUR : Marketing & Publicité

Conception-Rédaction & Publication de vos annonces publicitaires dans la Presse

2

21.10 Le Père Noël est une ordure



Dans un Paris grisâtre des années 1980, où les lumières de Noël peinent à réchauffer les cœurs solitaires, se dresse le modeste local de SOS Détresse Amitié, une association censée apporter réconfort et écoute aux âmes en peine. Pourtant, ce 24 décembre s'annonce tout sauf ordinaire dans ce lieu exigu où se croisent des destins aussi cabossés que les guirlandes qui décorent mollement les murs. Au cœur de ce chaos naissant, Pierre Morte (Thierry Lhermitte), bénévole maladroit et inhibé, et Thérèse (Anémone), sa collègue aussi idéaliste que maladroite,...

22.40 La grande soirée du bétisier

3

21.10 Mystères au paradis



Humphrey et son équipe sont déconcertés par une série de cambriolages inversés au cours desquels des objets sont laissés sur place plutôt que d'être volés. Le seul suspect crédible étant le Père Noël, une course contre la montre s'engage pour trouver le vrai coupable à temps pour Noël. Les seuls indices sont un tas de cendres et des fibres de gants à chaque endroit. Avec quatre affaires en cours qui comptent contre eux et le QG de la police qui leur soufflé dans le dos, l'équipe est au pied du mur.

4

21.05 Taratata 100% live



Autour de Nagui, la soirée s'articule autour de relectures soignées, d'hommages assumés et de créations plus intimes. Figure majeure de la scène française, Alain Chamfort, qui vient de publier la compilation "Temps forts", revient sur le plateau. Il ouvrira la soirée avec "Manureva", son tube sorti il y a près de 50 ans. Il enchaînera avec "En beauté", extrait de son ultime album "L'Impermanence".

23.15 Carol

5

arte

TMC

09.15 Sam le pompier
09.25 Silence, ça pousse !
10.20 Echappées belles
12.05 Des trains pas comme les autres
12.30 C à vous
14.35 Le grand concert du Philharmonique de Vienne au Palais Garnier
16.10 Les routes de l'impossible
17.00 Apocalypse Hitler
20.55 C'est bon à savoir
23.40 Les routes de l'impossible

09.25 Cuisines des terroirs
09.55 Merveilles nordiques
15.20 La ruée vers l'or
18.15 La Grèce d'île en île
18.50 «Requiem» de Mozart à la basilique de la Sagrada Família
19.45 Arte journal
20.05 Les maîtres de Rome : Michel-Ange, Raphaël et Léonard de Vinci
21.00 L'homme tranquille
23.05 James Dean: le nouvel homme

09.10 Une invitation inattendue pour Noël
10.50 Les 5 trésors de Noël
12.20 Un Noël à sauver
14.05 Le grand concours de Noël
15.35 Mon miracle de Noël
17.10 A la recherche de la magie de Noël
18.55 Les mystères de l'amour
21.15 Les mystères de l'amour
23.25 Du Club Dorothee aux Mystères de l'amour : les coulisses d'une success story



CINE +
PREMIER 20.50

Les Tuche

Acteur: Jean-Paul Rouve, Isabelle Nanty, Claire Nadeau, Théo Fernandez... Dans le petit village de Bouzolles, la famille Tuche vit paisiblement de ses allocations, enthousiastes à l'idée de leur quotidien modeste. Jeff, le père, trouve son bonheur dans son rôle d'entraîneur de l'équipe de football locale, tandis que Cathy, la mère, nourrit un rêve extravagant : côtoyer la princesse de Monaco. Tout bascule le jour où la famille découvre qu'elle a remporté le gros lot à la loterie, devenant ainsi millionnaires du jour au lendemain.



CANAL+
family 20.50

DUCOBU PASSE AU VERT

Acteur: Damien Pauwels, Elie Semoun, Emilie Caen, Loïc Legendre... À l'approche de la rentrée scolaire, Ducobu (Damien Pauwels), le célèbre élève tricheur de l'école Saint-Potache, se rend chez Monsieur Kitrish pour acquérir les gadgets les plus astucieux afin de tromper la vigilance de ses professeurs. Pendant ce temps, Gustave Latouche (Élie Semoun), son professeur, doit faire face à une mission délicate : annoncer à sa mère qu'il a décidé d'épouser sa collègue, Madame Râteau (Frédérique Bel). Une fois cette tâche compliquée accomplie, Latouche reprend son rôle d'intransigent enseignant, redoublant d'efforts pour contrer les stratagèmes de Ducobu.



CANAL+
CINEMA 21.00

UNE POINTE D'AMOUR

Acteur: Julia Piaton, Grégory Gadebois, Quentin Dolmaire, Florence Viala... Dans un quotidien où chaque geste devient un combat, Mélanie (Julia Piaton), brillante avocate au barreau de Paris, voit son existence basculer après un diagnostic impitoyable. Atteinte d'une maladie dégénérative qui lui laisse peu de temps, cette jeune femme au caractère bien trempé refuse de subir son sort passivement. Parmi les expériences qu'elle n'a jamais osé vivre, une obsession s'impose : connaître l'amour, ne serait-ce qu'une fois. Malgré son handicap moteur qui la confine souvent dans un monde d'interdits, Mélanie prend une décision radicale : organiser un voyage clandestin vers une maison close...

TÉLÉVISION

TF1

21.10 Charlie et la chocolaterie



Au cœur de cette aventure se trouve Charlie Bucket (Freddie Highmore), un garçon au grand cœur issu d'une famille modeste, serrée autour de lui dans une petite maison aux murs fissurés. Malgré les privations, Charlie garde intacte sa passion pour le chocolat, un luxe rare qu'il savoure avec délices. Quand Willy Wonka (Johnny Depp), le mystérieux et excentrique propriétaire de la célèbre chocolaterie Wonka, annonce un concours aussi inattendu qu'exceptionnel, l'espoir s'invite dans la vie de Charlie.

6

21.10 Zone interdite



10.25 Turbo
12.45 Le 12.45
13.25 Un jour, un doc week-end
17.35 66 minutes: grand format



19.45 Le 19.45
20.10 Le 2010, Anne-Sophie Lapix
20.35 Scènes de ménages

Afin de faire des économies, quatre familles propriétaires renouvellent eux-mêmes leurs biens. A Tignieu-Jamezieu (Isère), Magali et Christophe, un couple fraîchement séparé, a décidé de construire une immense extension afin de continuer à vivre sous le même toit. A Rouen (Seine-Maritime), Hélène et Ronan aménagent quant à eux leur loft de 200 m2 en faisant appel à des amis alors qu'à Grigny (Saône et Loire), Sandrine et Rodolphe veulent bâtir une maison de 150m2 avec des matériaux récupérés.

23.10 Enquête exclusive

CANAL+

21.05 Rugby : Top 14

Bordeaux-Bègles / Toulon



23.01 Canal Rugby Club le débrief
23.19 L'année moto 2025

PLANETE +

TFX

W9

09.26 American Pickers, la brocante made in USA
11.37 American Pickers, la brocante made in USA
12.29 On a volé la Joconde !
13.45 Mozart, l'ascension d'un génie
14.45 Les mille et un visages d'Alexandre Dumas
15.47 Aux origines de la moto
17.43 Ramsès le Grand
19.21 American Pickers...
20.55 Aux origines de la moto
22.46 Une brève histoire de l'automobile

09.28 Top Info
09.30 Cleaners les experts du ménage
13.05 Friends
19.55 Star Academy, la quotidienne
21.10 Dear Santa



23.15 Last Christmas

09.20 Génération Hit machine
10.10 Fréquentstar
12.20 100% poker
12.50 Le bal de Noël
14.50 Un Noël sur glace
16.30 Mon amoureux de Noël
18.20 La petite histoire de France
21.10 NCIS



CODÉS N° 9453

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 9 | | | 7 | 4 | | | | |
| | | 5 | | | | | 7 | 1 |
| 4 | | | 1 | | 8 | 2 | | |
| | | | | | | | 6 | |
| | 4 | | 3 | | 2 | 8 | | 5 |
| 5 | 7 | | | 8 | 1 | 9 | | |
| | 1 | 3 | | | 9 | 5 | 4 | 7 |
| | | | 2 | | | | | |
| | 9 | | 5 | | 7 | 3 | | |

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 6 | 7 | 2 | 3 | 9 | 8 | 5 | 1 | 4 |
| 8 | 5 | 3 | 6 | 4 | 1 | 2 | 9 | 7 |
| 9 | 4 | 1 | 2 | 7 | 5 | 6 | 3 | 8 |
| 3 | 2 | 8 | 4 | 5 | 9 | 1 | 7 | 6 |
| 1 | 6 | 5 | 7 | 8 | 2 | 9 | 4 | 3 |
| 7 | 9 | 4 | 1 | 3 | 6 | 8 | 2 | 5 |
| 5 | 1 | 7 | 8 | 2 | 4 | 3 | 6 | 9 |
| 2 | 3 | 9 | 5 | 6 | 7 | 4 | 8 | 1 |
| 4 | 8 | 6 | 9 | 1 | 3 | 7 | 5 | 2 |

CODÈS N° 9452

| | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|---|
| 1 | 2 | U | R | A | N | T |
| 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | M |
| 13 | 14 | I | 16 | 17 | P | O |
| 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | |



Inde: sept éléphants tués dans une collision avec un train



Un train de passagers a percuté un troupeau d'éléphants dans le nord-est de l'Inde, tuant sept animaux sur le coup mais ne faisant aucun blessé parmi les voyageurs, ont annoncé des responsables locaux samedi.

L'accident est survenu dans l'Etat d'Assam, qui abrite plus de 4.000 des quelque 22.000 éléphants sauvages que compte l'Inde.

Un haut responsable de la police de l'Assam, V. V. Rakesh Reddy, a déclaré à l'AFP que sept pachydermes avaient été tués et qu'un avait été blessé. Cinq wagons du train, qui se rendait à New Delhi depuis l'Etat reculé de Mizoram, ont déraillé.

Les autorités ont instauré des limitations de vitesse sur les itinéraires désignés comme corridors pour éléphants, mais cet accident s'est produit en dehors de ces zones, a expliqué Kapinjal Kishore Sharma, porte-parole des chemins de fer indiens. Selon des chiffres parlementaires, 629 personnes ont été tuées par des éléphants à travers l'Inde en 2023 et 2024.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Trump «n'exclut pas» une guerre avec le Venezuela



Donald Trump n'a pas écarté la possibilité d'une guerre contre le Venezuela, lors d'une interview diffusée vendredi, au moment où les Etats-Unis accentuent leur pression sur Caracas avec un blocus pétrolier, son chef de la diplomatie disant lui que le statu quo est «intolérable».

«Non, je ne l'exclus pas», a

déclaré le président américain à la chaîne américaine NBC, lors d'un entretien téléphonique enregistré la veille.

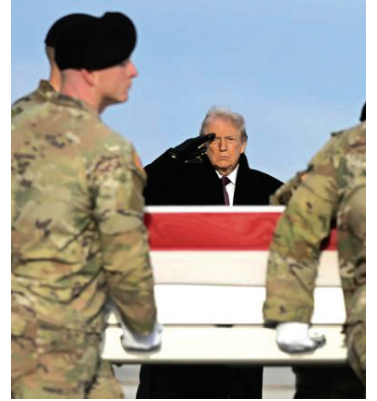
Les Etats-Unis accusent le président vénézuélien Nicolas Maduro, l'une de leurs bêtes noires, d'être à la tête d'un réseau de trafic de drogue, ce que l'intéressé dément.

Nicolas Maduro «sait exacte-

ment ce que je veux (...)». Il le sait mieux que personne», a déclaré Donald Trump, refusant cependant de dire si son objectif était de le renverser.

Le président américain a annoncé en début de semaine un «blocus total» contre des pétroliers sous sanctions se rendant ou partant du Venezuela.

Trump annonce de «très lourdes représailles» contre l'EI en Syrie



Donald Trump a déclaré vendredi que le groupe Etat islamique était visé par de «très lourdes représailles» en Syrie, après une attaque qui a coûté la vie il y a près d'une semaine à deux militaires américains et un interprète. «Nous frappons très fort contre des bastions de l'EI», a écrit le président américain sur Truth Social, peu après que le Pentagone eut annoncé le début d'une opération «massive». L'armée américaine a débuté une opération en Syrie pour «éliminer des combattants du groupe Etat islamique, des infrastructures et des sites d'armement», a fait savoir le chef du Pentagone Pete Hegseth sur X.

Il s'agit d'une «réponse directe» et d'une «déclaration de vengeance» après l'attaque qui a coûté samedi la vie à deux militaires américains et un traducteur en Syrie, a-t-il ajouté, en affirmant: «Aujourd'hui nous avons traqué et tué des ennemis. Beaucoup d'ennemis. Et nous allons continuer.»

Des avions de chasse, des hélicoptères et de l'artillerie ont frappé plus de 70 cibles à de multiples endroits dans le centre de la Syrie.

La Syrie salue la levée définitive des sanctions américaines



Le président syrien Ahmad al-Chareh a salué vendredi la levée définitive des sanctions imposées par les Etats-Unis contre la Syrie, une décision qui ouvre la voie au retour des investissements dans un pays ravagé par près de 14 ans de guerre civile.

Le Congrès américain a approuvé mercredi la levée définitive des sanctions, avec l'abrogation d'une loi dite «César», adoptée en 2019 du temps de l'ex-président Bachar al-Assad, chassé du pouvoir en décembre 2024.

La loi César bannissait de facto la Syrie du système bancaire international et des transactions financières en dollars. L'application de la loi César avait déjà été suspendue deux fois pour six mois après l'annonce en mai par le président américain de la levée des sanctions contre la Syrie, dans le cadre de la normalisation des relations entre les deux pays.

Donald Trump répondait à des demandes de l'Arabie saoudite et de la Turquie, alliées du nouveau gouvernement syrien dirigé par Ahmad al-Chareh, un ancien jihadiste devenu chef d'Etat après avoir renversé Bachar al-Assad.

Taiwan : trois personnes tuées dans des attaques dans le métro de la capitale



Au moins trois personnes ont été tuées et cinq blessées dans des attaques, notamment au couteau, vendredi dans le métro de Taipei. Le suspect, un homme de 27 ans, est également mort.

On ignorait le mobile de cette tuerie dans deux stations, celles de la Gare centrale et de Zhongshan, a quant à lui souligné devant les journalistes le Premier ministre Cho Jung-tai, parlant toutefois d'actes «délibérés».

Leur auteur portait un masque et a lancé «cinq ou six cocktails Molotov ou grenades fumigènes» dans la station Gare centrale, la principale du métro de Taipei, a-t-il expliqué.

Le maire de la capitale taïwanaise Chiang Wan-an a de son côté dit à la presse que le suspect, recherché en raison de son refus d'effectuer son service militaire, s'était apparemment «suicidé en sautant d'un immeuble pour échapper à son arrestation». L'une des victimes a perdu la vie en tentant d'empêcher l'attaque à la station Gare centrale, a-t-il révélé.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

EUROPE ET VIRAGE DE L'HISTOIRE

Les agriculteurs français ne lâchent pas prise et élargissent un front de fortes véhémences contre le gouvernement de Paris. Ce qui était une forte protestation en bloquant avec leurs tracteurs de nombreuses autoroutes contre l'abattage par les autorités de milliers de leurs bovins, s'est élargi en rigide opposition contre un accord de libre-échange entre l'Union européenne et plusieurs Etats latino-américains.

La colère des agriculteurs ne s'est pas concentrée dans plusieurs régions françaises et s'est étendue dans toute l'Europe, marquée jeudi par le siège de Bruxelles où le monde agricole du Vieux Continent s'était donné un rendez-vous de protestations.

En réalité, la forte mauvaise humeur manifestée ces derniers jours ne repose pas

seulement sur un traité appelé Mercosur accordant des avantages commerciaux notables aux Américains du Sud. Elle est surtout un des témoignages sur une situation d'une Europe lotie aujourd'hui dans une croisée des chemins difficiles. Elle est un autre signe de l'effacement d'une aisance politique, économique et sociale d'un continent essoufflé perdant peu à peu les repères qui l'ont mise en relief.

En divers domaines, ce qui devait raffermir son unité s'effiloche et on constate que l'union des 27, plus elle s'est élargie, un tantinet à l'emporte-pièce, et plus elle s'est

fragmentée jusqu'à vociférer qu'elle n'est plus à l'abri d'une guerre.

La Russie et la guerre en Ukraine ont bon dos pour servir de voile et dérouter une vérité qui veut que l'Europe n'a plus les moyens de faire face ni à la force américaine, ni à la ruée industrielle et commerciale chinoise, ni à la montée de nouvelles puissances.

La vérité veut qu'elle en a déjà perdu une, sans doute plus importante, moins véloce et rampante mettant à mal ses bases économiques et sociales.

De ce fait, les autoroutes bloquées et les fortes turbulences provoquées par le monde agricole européen ne sont qu'un baroud d'honneur pour marquer une large déconfiture et un remarquable virage que prend aujourd'hui l'histoire.